

À propos de CGI

Fondé en 1976, le Groupe CGI inc. (« CGI ») figure parmi les plus importantes entreprises indépendantes de services en technologies de l'information (« TI ») et en gestion des processus d'affaires dans le monde. CGI et ses entreprises affiliées emploient environ 25 500 professionnels. CGI offre la gamme complète des services en TI et en gestion des processus d'affaires à des clients du monde entier, à partir de ses bureaux au Canada, aux États-Unis d'Amérique (« États-Unis »), en Europe et en Asie-Pacifique, ainsi qu'à partir de ses centres d'excellence en Amérique du Nord, en Europe et en Inde. Les produits annualisés de CGI s'établissent actuellement à 3,7 milliards de dollars (3,5 milliards de dollars US) et, au 30 juin 2007, son carnet de commandes s'élevait à 12,4 milliards de dollars (11,6 milliards de dollars US). Les actions de CGI sont inscrites à la Bourse de Toronto (GIB.A) ainsi qu'à celle de New York (GIB). Elles figurent dans l'indice composé S&P/TSX, dans l'indice plafonné de la technologie de l'information S&P/TSX et dans l'indice des titres à moyenne capitalisation.

Nos chiffres...



Groupe CGI inc. Rapport trimestriel 3

Pour le troisième trimestre terminé le 30 juin 2007

Bourses

Toronto : GIB.A

New York : GIB

Actions en circulation (au 30 juin 2007)

294 642 767 actions subalternes classe A

34 208 159 actions classe B

Performance du titre au cours du troisième trimestre de l'exercice 2007

| Bourse de Toronto | (\$CAN) | Bourse de New York | (\$US) |
|---|-----------|---|---------|
| Ouverture : | 9,92 | Ouverture : | 8,63 |
| Haut : | 12,11 | Haut : | 11,40 |
| Bas : | 9,87 | Bas : | 8,62 |
| Fermeture : | 11,95 | Fermeture : | 11,22 |
| Moyenne des transactions quotidiennes : | 1 573 199 | Moyenne des transactions quotidiennes : | 133 206 |

Agent des transferts et agent comptable des registres

Société de fiducie Computershare du Canada
800 564-6253

Relations avec les investisseurs

Lorne Gorber

Vice-président, Communications et Relations avec les investisseurs

Téléphone : 514 841-3355

lorne.gorber@cgi.com

www.cgi.com

Analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation

Pour le troisième trimestre terminé le 30 juin 2007

Table des matières

| | | | |
|---|----|---|-----------|
| PORTÉE DE L'ANALYSE..... | 3 | ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT | 18 |
| ÉNONCÉS DE NATURE PRÉVISIONNELLE..... | 3 | ACTIVITÉS DE FINANCEMENT | 18 |
| MESURES FINANCIÈRES NON DÉFINIES PAR LES PCGR..... | 3 | OBLIGATIONS CONTRACTUELLES | 18 |
| PROFIL DE L'ENTREPRISE..... | 4 | INSTRUMENTS DE FINANCEMENT HORS BILAN ET GARANTIES | 20 |
| CONTEXTE CONCURRENTIEL..... | 5 | CAPACITÉ DE LIVRER LES RÉSULTATS | 20 |
| VISION, MISSION ET STRATÉGIE..... | 5 | OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS | 20 |
| VARIATIONS TRIMESTRIELLES..... | 5 | SOMMAIRE DES PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES..... | 21 |
| NOUVEAUX CONTRATS, ÉLARGISSEMENTS ET RENOUELEMENTS DE CONTRATS..... | 5 | ESTIMATIONS COMPTABLES IMPORTANTES..... | 21 |
| ACQUISITION | 6 | MODIFICATIONS COMPTABLES..... | 25 |
| PRISE DE CONTRÔLE DE CONSEILLERS EN INFORMATIQUE D'AFFAIRES (CIA) | 6 | MODIFICATIONS COMPTABLES FUTURES..... | 25 |
| RACHAT D' ACTIONS..... | 6 | INSTRUMENTS FINANCIERS | 26 |
| PROGRAMME DE RENFORCEMENT DE LA POSITION CONCURRENTIELLE | 7 | RISQUES ET INCERTITUDES | 26 |
| APERÇU DU TROISIÈME TRIMESTRE..... | 8 | RISQUES LIÉS À NOTRE SECTEUR D'ACTIVITÉ..... | 26 |
| POINTS SAILLANTS DES RÉSULTATS FINANCIERS TRIMESTRIELS | 8 | RISQUES LIÉS À NOTRE ENTREPRISE..... | 28 |
| VUE D'ENSEMBLE DE LA PERFORMANCE FINANCIÈRE | 9 | RISQUES LIÉS AUX ACQUISITIONS D'ENTREPRISES | 30 |
| <i>Variation des produits</i> | 9 | RISQUES DE MARCHÉ | 31 |
| <i>Produits selon les secteurs d'affaires</i> | 10 | INTÉGRITÉ DE LA PRÉSENTATION DES RÉSULTATS..... | 31 |
| <i>Répartition des produits</i> | 11 | POURSUITES JUDICIAIRES | 32 |
| <i>Concentration de la clientèle</i> | 12 | | |
| CHARGES D'EXPLOITATION | 12 | | |
| BAII AJUSTÉ SELON LES SECTEURS D'AFFAIRES | 13 | | |
| BÉNÉFICE AVANT IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES | 14 | | |
| BÉNÉFICE | 15 | | |
| ACTIVITÉS D'EXPLOITATION..... | 17 | | |

Groupe CGI inc.

Analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation

Pour le troisième trimestre terminé le 30 juin 2007

Portée de l'analyse

Tout au long de ce document, nous utilisons les termes « CGI », « nous », « notre », « nos » ou « Société » pour désigner le Groupe CGI inc. La présente analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation devrait être lue en parallèle avec les états financiers consolidés de la Société et les notes complémentaires afférentes pour les périodes de trois mois et de neuf mois terminées les 30 juin 2007 et 2006, ainsi qu'avec le rapport annuel 2006 de la Société. Les conventions comptables de CGI sont conformes aux principes comptables généralement reconnus (« PCGR ») au Canada, prescrits par l'Institut canadien des comptables agréés (« ICCA »), qui diffèrent à certains égards des PCGR aux États-Unis. À moins d'indication contraire, tous les montants sont exprimés en dollars canadiens.

Énoncés de nature prévisionnelle

Toutes les déclarations contenues dans la présente analyse qui ne concernent pas directement et exclusivement des faits historiques constituent des « énoncés de nature prévisionnelle » au sens de l'article 27A de la loi américaine « *Securities Act* » de 1933 et de l'article 21E de la loi américaine « *Securities Exchange Act* » de 1934, dans leurs nouveaux termes, et sont de « l'information prospective » au sens des articles 138.3 et suivants de la Loi sur les valeurs mobilières de l'Ontario. Ces déclarations et cette information expriment les intentions, projets, attentes et opinions du Groupe CGI inc., sous réserve de la matérialisation de risques, d'incertitudes et d'autres facteurs sur lesquels la Société n'a, dans bon nombre de cas, aucune emprise. Compte tenu de ces facteurs, les résultats réels pourraient différer considérablement de ceux qui sont indiqués. Ces facteurs comprennent notamment, sans s'y limiter, la date d'entrée en vigueur et la valeur de nouveaux contrats, d'acquisitions et d'autres initiatives de la société; la capacité d'attirer et de retenir du personnel compétent; la concurrence au sein d'une industrie des TI en constante évolution; la conjoncture économique et commerciale; le risque de change; ainsi que les hypothèses et autres risques énoncés dans les documents suivants : analyse par la direction incluse dans le rapport annuel de CGI et dans le formulaire 40-F déposé auprès de *U.S. Securities and Exchange Commission* (disponible sur EDGAR à www.sec.gov); notice annuelle déposée auprès des commissions des valeurs mobilières du Canada (disponible sur SEDAR à www.sedar.com). L'emploi aux présentes des termes « penser », « estimer », « s'attendre à ce que », « avoir l'intention », « anticiper », « prévoir », « planifier », ainsi que de tout autre terme de nature semblable et de toute autre forme conjuguée de ces termes, ne sert qu'à des fins d'énoncés de nature prévisionnelle ou d'information prospective et ces termes ne sont pertinents qu'en date de leur emploi, notamment en ce qui concerne les énoncés relatifs à la performance future. CGI décline toute intention ou obligation de mettre à jour ou de réviser publiquement les énoncés de nature prévisionnelle ou l'information prospective consécutivement à l'obtention de nouveaux renseignements ou à la survenue d'événements nouveaux, ou pour tout autre motif. Le lecteur est mis en garde contre le risque d'accorder une crédibilité excessive à ces énoncés de nature prévisionnelle ou à cette information prospective. Vous trouverez dans la section « Risques et incertitudes » de plus amples renseignements sur les risques pouvant faire en sorte que les résultats réels diffèrent de façon notable des résultats actuellement prévus.

Mesures financières non définies par les PCGR

La Société présente ses résultats financiers selon les PCGR. Toutefois, dans la présente analyse, nous utilisons des mesures financières qui ne sont pas définies par les PCGR, soit :

1. le bénéfice avant frais de réorganisation liés à des éléments spécifiques, intérêts sur la dette à long terme, autres revenus – nets, gain sur la vente d'actifs, part des actionnaires sans contrôle, déduction faite des impôts sur les bénéfices et impôts sur les bénéfices (« BAI ajusté »);

Analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation

Pour le troisième trimestre terminé le 30 juin 2007

2. le bénéfice net avant frais de réorganisation liés à des éléments spécifiques.

La direction de CGI utilise le BAII ajusté pour évaluer le rendement de notre exploitation car cet indicateur nous renseigne sur l'efficacité de nos activités, du point de vue de l'exploitation. On trouvera à la page 13 un rapprochement de cet élément avec sa mesure la plus proche selon les PCGR.

La direction utilise le bénéfice net avant frais de réorganisation liés à des éléments spécifiques pour mesurer le rendement de notre exploitation en excluant l'effet des activités de réorganisation. On trouvera à la page 14 un rapprochement de cet élément avec sa mesure la plus proche selon les PCGR.

Ces mesures étant des indicateurs supplémentaires du rendement de la Société, la direction estime qu'elles fournissent une information utile aux investisseurs sur sa situation financière et ses résultats d'exploitation. Elles procurent également aux investisseurs des indicateurs de rendement qui leur permettent de comparer les résultats des périodes sans tenir compte des éléments exclus. Ces mesures non définies par les PCGR n'ont pas de signification normalisée prescrite par les PCGR et sont donc difficilement comparables aux mesures similaires présentées par d'autres émetteurs. Elles doivent être considérées comme des données supplémentaires ne remplaçant pas les renseignements financiers préparés selon les PCGR.

Profil de l'entreprise

CGI, dont le siège social est situé à Montréal au Canada, mise sur un modèle éminemment souple et efficient de prestation des services pour fournir à des clients du monde entier un éventail complet de services en TI et en gestion des processus d'affaires. Le modèle de prestation des services de la Société lui permet de dispenser ses services dans les bureaux de ses clients ou à distance, par l'entremise de l'un de ses centres d'excellence situés en Amérique du Nord, en Europe et en Inde. Nous possédons aussi des solutions d'affaires avancées qui nous aident à tisser des liens durables avec nos clients. Nous subdivisons généralement nos services en fonction des trois catégories ci-dessous.

- Services-conseils – CGI fournit une gamme complète de services de consultation en TI et en gestion, y compris dans les domaines de la transformation des affaires, de la planification stratégique des TI, de l'ingénierie des processus d'affaires et de l'architecture de systèmes.
- Intégration de systèmes – CGI intègre et adapte des technologies et des applications logicielles de pointe afin de créer des systèmes informatiques qui répondent aux besoins stratégiques de ses clients.
- Gestion de fonctions informatiques et d'affaires (« impartition ») – Nos clients nous délèguent la responsabilité totale ou partielle de leurs fonctions informatiques et de leurs processus d'affaires afin de réaliser des économies substantielles et d'avoir accès aux meilleures technologies de l'information tout en conservant la maîtrise de leurs stratégies en ces domaines. Dans le cadre de ce type d'entente, nous mettons en œuvre nos processus de qualité ainsi que nos pratiques exemplaires afin de rehausser l'efficacité des entreprises clientes. En plus d'intégrer les activités des clients à notre réseau technologique, nous pouvons embaucher les informaticiens et les autres professionnels spécialisés qui étaient jusque-là à leur emploi, permettant ainsi aux entreprises clientes de se concentrer sur leur mission fondamentale. Les services fournis dans le cadre d'un contrat d'impartition peuvent englober un ou plusieurs des aspects suivants : le développement et l'intégration de nouveaux projets et de nouvelles applications; la maintenance et le soutien d'applications; la gestion des technologies (informatique d'entreprise et d'utilisateurs, services réseau); le traitement de transactions et la gestion de processus d'affaires pour des institutions financières et d'autres services tels que la gestion de la paie et

Analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation

Pour le troisième trimestre terminé le 30 juin 2007

la gestion des documents pour des clients de secteurs variés. Les contrats d'impartition, dont la durée est généralement de cinq à dix ans, sont habituellement renouvelables.

Nous subdivisons nos activités en deux secteurs d'affaires (outre notre unité des services corporatifs) : les services en TI et les services en gestion des processus d'affaires. Les paragraphes qui suivent présentent les principales activités de ces deux secteurs.

- Le secteur des services en TI propose à des clients d'Amérique du Nord, d'Europe et d'Asie-Pacifique un éventail complet de services, y compris l'intégration de systèmes, les services-conseils et les services d'impartition. Nos professionnels et nos centres d'excellence situés en Amérique du Nord, en Europe et en Inde fournissent également des services en technologies de l'information et en gestion des processus d'affaires à nos clients du monde entier dans le cadre de notre modèle de prestation des services axé sur l'utilisation optimale des ressources humaines et matérielles à l'intérieur du pays, sur le continent et outre-mer.
- Le secteur des services en gestion des processus d'affaires gère des processus d'affaires pour nos clients du secteur des services financiers et fournit d'autres services tels que la gestion de la paie et des documents.

La qualité supérieure des services que nous fournissons à nos clients fait notre fierté. Voilà pourquoi nous avons établi et maintenons toujours un programme rigoureux de qualité sous l'égide de l'Organisation internationale de normalisation (ISO). Nous sommes persuadés que c'est en définissant des normes exigeantes de qualité du service et en contrôlant sans cesse la conformité de nos activités à ces normes que nous sommes le mieux en mesure de combler les besoins de nos clients. Notre programme ISO a une très vaste portée au sein de la Société : 95 % de nos produits ont émané d'unités d'affaires possédant la certification ISO.

Contexte concurrentiel

Notre contexte concurrentiel ne s'est pas modifié de manière notable depuis le 30 septembre 2006. Veuillez consulter notre rapport annuel 2006 pour obtenir des précisions à ce sujet.

Vision, mission et stratégie

Notre vision, notre mission et notre stratégie ne se sont pas modifiées de manière notable depuis le 30 septembre 2006. Veuillez consulter notre rapport annuel 2006 pour obtenir des précisions à ce sujet.

Variations trimestrielles

Certains facteurs entraînent des variations trimestrielles qui ne sont pas forcément révélatrices de nos résultats futurs. Veuillez consulter notre rapport annuel 2006 pour obtenir des précisions à ce sujet.

Nouveaux contrats, élargissements et renouvellements de contrats

Au cours du troisième trimestre de l'exercice 2007, CGI a signé de nouveaux contrats ainsi que des élargissements et des renouvellements de contrats d'une valeur totale de 1,0 milliards \$; voici un échantillon de certaines des transactions dont la signature a été annoncée publiquement.

- Le 4 mai 2007 : un contrat de 34 mois d'une valeur de 16,1 millions \$US avec les Services d'aide à l'enfance de l'État de Washington pour mettre en place un système qui aidera le personnel à assurer des services essentiels aux familles tout en

Analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation

Pour le troisième trimestre terminé le 30 juin 2007

fournissant à l'organisme un cadre de responsabilisation et des contrôles financiers plus efficaces, de meilleures capacités de production des rapports, un cadre pour l'évaluation des résultats ainsi qu'une infrastructure technique perfectionnée.

- Le 9 mai 2007 : un contrat de six ans dont la valeur pourrait atteindre 84 millions \$US avec le comté de Los Angeles, en Californie, pour la prochaine phase de son projet de système de gestion d'entreprise intégré (ERP).
- Le 11 mai 2007 : le renouvellement du contrat de la BDC pour une période de quatre ans, assorti d'une option de renouvellement de trois périodes supplémentaires d'un an, en vertu duquel CGI continuera à fournir à la BDC des services d'hébergement, d'impression et d'insertion, de gestion des environnements informatiques, de bande passante Internet et de planification de la continuité des affaires.
- Le 14 mai 2007 : un contrat de cinq ans d'une valeur d'environ 9 millions \$ avec le Calgary Health Region selon lequel CGI sera le principal fournisseur de services en TI pour la conception, la construction, la mise en œuvre et l'exploitation de la plateforme d'échange de données sur la santé des citoyens de l'Alberta (Alberta Provincial Health Information Exchange).
- Le 23 mai 2007 : un protocole d'entente avec CAE visant la conclusion d'un contrat d'impartition des TI d'une valeur de 200 millions \$ sur 10 ans. En vertu du contrat, CGI se chargera de la majorité des fonctions TI de CAE, y compris les services de développement et d'intégration de systèmes, le soutien des applications et la gestion de l'infrastructure technologique.

Acquisition

Le 3 mai 2007, nous avons conclu l'acquisition de Codesic Consulting, une firme de services en TI appartenant à des intérêts privés, en contrepartie d'un montant global de 24,2 millions \$. Cette société de Seattle, dans l'État de Washington, emploie plus de 100 professionnels qui aident leurs clients en gérant leurs initiatives stratégiques, en intégrant les technologies à leurs fonctions d'affaires et en assurant le soutien d'environnements informatiques essentiels.

Prise de contrôle de Conseillers en informatique d'affaires (CIA)

Le 19 avril 2007, la Société a acquis le contrôle de Conseillers en informatique d'affaires à la suite d'une modification de la convention d'actionnaires ayant eu pour effet d'enlever les clauses limitant la représentation de CGI au conseil d'administration de cette entreprise. CIA est un fournisseur de services en TI qui œuvre principalement auprès d'organismes gouvernementaux et dans le secteur des services financiers. Au troisième trimestre de l'exercice 2007, trois des cinq membres du conseil d'administration de CIA représentaient CGI et la participation de la Société au capital-actions s'établissait à 60,7 %.

Rachat d'actions

Le 31 janvier 2007, le conseil d'administration de la Société a approuvé le renouvellement de son offre publique de rachat dans le cours normal des activités et le rachat de jusqu'à 10 % des actions subalternes classe A de CGI détenues dans le public au cours de l'année qui commençait. La Société a obtenu de la Bourse de Toronto l'autorisation de procéder à cette offre publique de rachat qui lui permet d'acheter jusqu'à 29 091 303 actions subalternes classe A sur le marché libre afin de les annuler. L'achat d'actions subalternes classe A en vertu de l'offre publique de rachat a commencé le 5 février 2007 et doit se terminer au plus tard le 4 février 2008.

Au cours du troisième trimestre de l'exercice 2007, la Société consacré 14 377 056 \$ au rachat de 1 274 200 actions subalternes classe A à un prix moyen (cours plus commission) de 11,28 \$. Depuis le début de l'exercice, en vertu de l'offre publique de rachat dans le cours normal

Analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation

Pour le troisième trimestre terminé le 30 juin 2007

des activités qui a pris fin et de celle qui est maintenant en vigueur, la Société a racheté 6 692 500 actions subalternes classe A à un prix moyen (cours plus commission) de 9,53 \$, pour un montant total de 63 779 821 \$.

Programme de renforcement de la position concurrentielle

Au cours du premier trimestre de l'exercice 2007, CGI a achevé le déploiement de son programme de renforcement de la situation concurrentielle annoncé le 29 mars 2006. La Société prévoit toujours récupérer en un an les charges totales associées à ce programme. De plus, CGI poursuit le développement de son modèle mondial de prestation des services en moussant l'utilisation de ses centres d'excellence dans les provinces de l'Atlantique, dans le sud-ouest de la Virginie et en Inde. Vous trouverez dans la note 8 des états financiers consolidés un sommaire des charges liées au programme de renforcement de la situation concurrentielle qui ont été constatées au cours du premier trimestre de l'exercice 2007.

Analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation

Pour le troisième trimestre terminé le 30 juin 2007

Aperçu du troisième trimestre

Points saillants des résultats financiers trimestriels

| Trois mois terminés les | 30 juin 2007 | 31 mars 2007 | 31 décembre 2006 | 30 septembre 2006 | 30 juin 2006 |
|---|------------------|-----------------|---------------------|----------------------|-----------------|
| Carnet de commandes ¹ <i>(en millions de dollars)</i> | 12 365 | 12 254 | 12 555 | 12 722 | 13 303 |
| Nouveaux contrats signés <i>(en millions de dollars)</i> | 1 007 | 859 | 769 | 462 | 787 |
| Produits | | | | | |
| Produits <i>(en milliers de dollars)</i> | 933 318 | 951 342 | 904 060 | 845 820 | 866 504 |
| Variation des produits par rapport au même trimestre de l'exercice antérieur, avant effet des variations des taux de change | 8,0 % | 8,3 % | 1,2 % | -4,0 % | -3,4 % |
| Rentabilité | | | | | |
| Marge du BAII ajusté ² | 11,2 % | 10,7 % | 11,0 % | 10,8 % | 9,0 % |
| Marge bénéficiaire nette | 6,9 % | 6,6 % | 4,8 % | 4,7 % | 4,1 % |
| Marge bénéficiaire nette avant frais de réorganisation liés à des éléments spécifiques ³ | 6,9 % | 6,6 % | 6,5 % | 6,3 % | 5,4 % |
| Bénéfice de base par action <i>(en dollars)</i> | 0,20 | 0,19 | 0,13 | 0,12 | 0,11 |
| Bénéfice dilué par action <i>(en dollars)</i> | 0,19 | 0,19 | 0,13 | 0,12 | 0,11 |
| Bénéfice de base par action avant frais de réorganisation liés à des éléments spécifiques <i>(en dollars)</i> | 0,20 | 0,19 | 0,18 | 0,16 | 0,14 |
| Bénéfice dilué par action avant frais de réorganisation liés à des éléments spécifiques <i>(en dollars)</i> | 0,19 | 0,19 | 0,18 | 0,16 | 0,14 |
| Bilan | | | | | |
| Actifs totaux <i>(en milliers de dollars)</i> | 3 629 111 | 3 732 497 | 3 849 136 | 3 692 032 | 3 868 395 |
| Passifs à long terme totaux <i>(en milliers de dollars)</i> | 813 862 | 886 294 | 1 030 746 | 1 121 735 | 1 127 144 |
| Flux de trésorerie dégagés et structure financière | | | | | |
| Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation <i>(en milliers de dollars)</i> | 134 637 | 128 962 | 166 174 | 51 823 | 107 595 |
| Délai moyen de recouvrement des créances ⁴ | 43 | 43 | 44 | 52 | 48 |
| Ratio de la dette nette par rapport aux capitaux propres et à la dette à long terme ⁵ | 17,7 % | 20,2 % | 22,6 % | 27,2 % | 25,5 % |

1 – Le carnet de commandes tient compte des nouveaux contrats, des élargissements et des renouvellements signés au cours de la période considérée, ainsi que des modifications de volumes, des annulations et des fluctuations des taux de change ayant eu pour effet de modifier pendant la période la valeur des contrats en vigueur au

Analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation

Pour le troisième trimestre terminé le 30 juin 2007

début de la période; il exclut les travaux qui figuraient sur le carnet de commandes au début de la période mais avaient été exécutés à la fin de la période. Le carnet de commandes se fonde pour une part sur des estimations de la direction qui peuvent être modifiées de temps à autre.

- 2 – Le BAII ajusté n'est pas une mesure définie par les PCGR. Vous trouverez à la page 13 un rapprochement de cet élément avec sa mesure la plus proche selon les PCGR.
- 3 – Le bénéfice net avant frais de réorganisation n'est pas une mesure définie par les PCGR. On trouvera à la page 14 un rapprochement de cet élément avec sa mesure la plus proche selon les PCGR.
- 4 – On calcule le délai moyen de recouvrement des créances en soustrayant les produits reportés et les crédits d'impôt à recevoir de la somme des débiteurs et des travaux en cours, puis en divisant le résultat de cette opération par les produits comptabilisés pendant le trimestre, divisés par 90 jours.
- 5 – Le ratio de la dette nette par rapport aux capitaux propres et à la dette à long terme représente l'importance relative de la dette à long terme, déduction faite des espèces et quasi-espèces, par rapport à la somme des capitaux propres et de la dette à long terme.

Vue d'ensemble de la performance financière

Variation des produits

| | Trois mois terminés le 30 juin 2007 | Trois mois terminés le 30 juin 2006 | Neuf mois terminés le 30 juin 2007 | Neuf mois terminés le 30 juin 2006 |
|---|--|-------------------------------------|---|------------------------------------|
| Produits <i>(en milliers de dollars)</i> | 933 318 | 866 504 | 2 788 720 | 2 631 803 |
| Variation avant effet des variations des taux de change | 8,0 % | -3,4 % | 5,9 % | -2,4 % |
| Effet des variations des taux de change | -0,3 % | -4,1 % | 0,1 % | -3,0 % |
| Variation par rapport à l'exercice antérieur | 7,7 % | -7,5 % | 6,0 % | -5,4 % |

Au cours du troisième trimestre de l'exercice 2007, en devises constantes, les produits de la Société ont augmenté de 8,0 % par rapport au même trimestre de l'exercice antérieur. Cette croissance résulte surtout de l'exécution de notre stratégie de promotion de notre offre globale, qui a donné de bons résultats. Elle découle aussi, dans une moindre mesure, de l'acquisition de sociétés spécialisées. Elle a été partiellement annulée par la diminution des produits émanant du secteur de l'assurance, en raison de la baisse du nombre de demandes d'indemnités traitées. Les gains réalisés relativement à la livre sterling et à l'euro ont tempéré l'effet négatif de la variation des taux de change par rapport au dollar US.

Pendant les neuf mois terminés le 30 juin 2007, les produits ont augmenté de 6,0 % par rapport à la même période de l'exercice 2006. La croissance résulte surtout des travaux additionnels que nos clients nouveaux et établis nous ont confiés au cours des douze derniers mois. Elle découle aussi, dans une moindre mesure, de l'acquisition de sociétés spécialisées. Elle a été annulée en partie par la vente de nos actifs de commutation électronique pendant le premier trimestre de l'exercice 2006 et par la diminution du nombre de demandes d'indemnité traitées pour nos clients du secteur de l'assurance.

Analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation

Pour le troisième trimestre terminé le 30 juin 2007

Produits selon les secteurs d'affaires

| | Trois mois terminés le 30 juin 2007 | Trois mois terminés le 30 juin 2006 | Variation | Neuf mois terminés le 30 juin 2007 | Neuf mois terminés le 30 juin 2006 | Variation |
|--|-------------------------------------|-------------------------------------|-----------|------------------------------------|------------------------------------|-----------|
| <i>(en milliers de dollars sauf les pourcentages)</i> | \$ | \$ | % | \$ | \$ | % |
| Services en TI avant effet des variations des taux de change | 820 226 | 751 567 | 9,1 | 2 434 785 | 2 276 612 | 6,9 |
| Effet des variations des taux de change | (1 236) | - | -0,1 | 5 931 | - | 0,3 |
| Services en TI | 818 990 | 751 567 | 9,0 | 2 440 716 | 2 276 612 | 7,2 |
| Services en gestion des processus d'affaires avant effet des variations des taux de change | 115 173 | 114 937 | 0,2 | 349 418 | 355 191 | -1,6 |
| Effet des variations des taux de change | (845) | - | -0,7 | (1 414) | - | -0,4 |
| Services en gestion des processus d'affaires | 114 328 | 114 937 | -0,5 | 348 004 | 355 191 | -2,0 |
| Produits | 933 318 | 866 504 | 7,7 | 2 788 720 | 2 631 803 | 6,0 |

Services en TI

Au cours des périodes de trois et de neuf mois terminées le 30 juin 2007, en devises constantes, les produits attribuables au secteur des services en TI ont progressé de 9,1 % et 6,9 %, respectivement. Résultant principalement des travaux additionnels que nos clients nouveaux et établis nous ont confiés dans toutes les régions et dans tous les secteurs économiques où nous œuvrons, cette croissance découle aussi, dans une moindre mesure, des acquisitions que nous avons réalisées.

Services en gestion des processus d'affaires

En devises constantes, les produits du secteur des services en gestion des processus d'affaires ont affiché une hausse de 0,2 % au troisième trimestre de l'exercice 2007. La variation du taux de change du dollar US a pour sa part diminué les produits de 0,7 %.

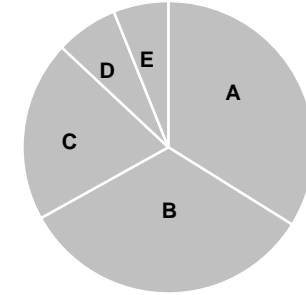
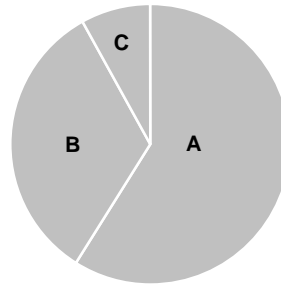
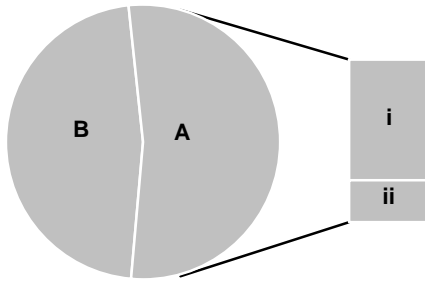
Depuis le début de l'exercice, les produits ont fléchi de 1,6 % en devises constantes, à cause surtout du ralentissement des activités d'indemnisation dans le secteur de l'assurance et de la vente de nos actifs de commutation électronique. La variation du taux de change de la devise américaine a occasionné une diminution supplémentaire des produits de 0,4 %.

Analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation

Pour le troisième trimestre terminé le 30 juin 2007

Répartition des produits

Les graphiques suivants fournissent des renseignements additionnels sur la répartition de nos produits.



| Types de contrats | Origine géographique des clients | Secteurs ciblés |
|--|---|--|
| A. Gestion des TI et des processus d'affaires (impartition) i) Services en TI 40 % ii) Services en gestion des processus d'affaires 13 % B. Intégration de systèmes et services-conseils 47 % | A. Canada 59 % B. États-Unis 33 % C. Europe et Asie-Pacifique 8 % | A. Services financiers 34 % B. Gouvernements et services de santé 33 % C. Télécommunications et services publics 20 % D. Secteur manufacturier 7 % E. Distribution et détail 6 % |

Analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation

Pour le troisième trimestre terminé le 30 juin 2007

Concentration de la clientèle

Notre principal client, BCE et ses filiales, a fourni 11,4 % des produits totaux pendant le troisième trimestre de l'exercice 2007, comparativement à 11,3 % au même trimestre de l'exercice antérieur.

Charges d'exploitation

| | Trois mois terminés le 30 juin 2007 | Trois mois terminés le 30 juin 2006 | Variation | Neuf mois terminés le 30 juin 2007 | Neuf mois terminés le 30 juin 2006 | Variation |
|---|-------------------------------------|-------------------------------------|-----------|------------------------------------|------------------------------------|-----------|
| (en milliers de dollars sauf les pourcentages) | \$ | \$ | % | \$ | \$ | % |
| Coûts des services et frais de vente et d'administration | 788 767 | 746 395 | 5,7 | 2 358 324 | 2 282 948 | 3,3 |
| <i>En pourcentage des produits</i> | 84,5 % | 86,1 % | | 84,6 % | 86,7 % | |
| Charges d'amortissement | | | | | | |
| Immobilisations | 7 269 | 7 573 | -4,0 | 23 958 | 25 512 | -6,1 |
| Coûts liés à des contrats relativement aux coûts de transition | 5 285 | 4 055 | 30,3 | 14 692 | 12 044 | 22,0 |
| Actifs incorporels à durée de vie limitée et autres actifs à long terme | 27 439 | 30 839 | -11,0 | 85 459 | 92 084 | -7,2 |
| Charges d'amortissement totales | 39 993 | 42 467 | -5,8 | 124 109 | 129 640 | -4,3 |

Coûts des services et frais de vente et d'administration

Notre ratio charges d'exploitation/produits totaux s'est établi à 84,5 % au troisième trimestre de l'exercice 2007, en baisse par rapport à 86,1 % au troisième trimestre de l'exercice 2006 et 84,7 % au deuxième trimestre de l'exercice actuel. Témoinnant des effets bénéfiques continus de la rationalisation découlant de notre programme de renforcement de la situation concurrentielle, cette amélioration confirme de surcroît notre engagement à long terme à gérer efficacement notre structure de coûts. Les variations des taux de change ont eu une incidence positive de 1,2 million \$ sur nos coûts.

Pour la période de neuf mois terminée le 30 juin 2007, le ratio des coûts des services et frais de vente et d'administration par rapport aux produits s'est situé à 84,6 %, comparativement à 86,7 % pour la même période de l'exercice antérieur. Ce progrès résulte du programme de renforcement de la situation concurrentielle que nous avons déployé l'an dernier et de nos efforts constants de compression des coûts différentiels. La variation des taux de change a eu une incidence de 4,9 millions \$.

Analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation

Pour le troisième trimestre terminé le 30 juin 2007

Charges d'amortissement

La variation des charges d'amortissement observée pour les périodes de trois et de neuf mois terminées le 30 juin 2007 est attribuable principalement à la diminution des charges d'amortissement de certains actifs à long terme, notamment des solutions d'affaires destinées au secteur du courtage et des actifs incorporels à durée de vie limitée qui ont été entièrement amortis.

BAIL ajusté selon les secteurs d'affaires

| | Trois mois terminés le 30 juin 2007 | Trois mois terminés le 30 juin 2006 | Variation | Neuf mois terminés le 30 juin 2007 | Neuf mois terminés le 30 juin 2006 | Variation |
|--|-------------------------------------|-------------------------------------|-----------|------------------------------------|------------------------------------|-----------|
| <i>(en milliers de dollars sauf les pourcentages)</i> | \$ | \$ | % | \$ | \$ | % |
| Services en TI | 105 727 | 85 647 | 23,4 | 312 616 | 241 007 | 29,7 |
| <i>En pourcentage des produits attribuables aux services en TI</i> | 12,9 % | 11,4 % | | 12,8 % | 10,6 % | |
| Services en gestion des processus d'affaires | 14 861 | 13 103 | 13,4 | 43 034 | 38 631 | 11,4 |
| <i>En pourcentage des produits attribuables aux services en des processus d'affaires</i> | 13,0 % | 11,4 % | | 12,4 % | 10,9 % | |
| Siège social | (16 030) | (21 108) | -24,1 | (49 363) | (60 423) | -18,3 |
| <i>En pourcentage des produits totaux</i> | -1,7 % | -2,4 % | | -1,8 % | -2,3 % | |
| BAIL ajusté | 104 558 | 77 642 | 34,7 | 306 287 | 219 215 | 39,7 |
| <i>Marge du BAIL ajusté</i> | 11,2 % | 9,0 % | | 11,0 % | 8,3 % | |

Le BAIL ajusté du secteur des services en TI a augmenté de 23,4 % au troisième trimestre de l'exercice 2007, grâce à la hausse des travaux réalisés pour des clients nouveaux ou établis et à la rentabilité accrue résultant de notre programme de renforcement de la situation concurrentielle. Par conséquent, la marge du BAIL ajusté s'est établie à 12,9 % des produits, en hausse par rapport à 11,4 % au même trimestre de l'exercice antérieur.

Le BAIL ajusté du secteur des services en gestion des processus d'affaires a pour sa part enregistré une hausse de 13,4 %, portant ainsi la marge du BAIL ajusté à 13,0 %. Ce progrès résulte surtout de la rentabilité des nouveaux contrats signés au cours des douze derniers mois qui a plus qu'annulé les effets de la fusion de certains clients du secteur de l'assurance.

Pour la période de neuf mois terminée le 30 juin 2007, le BAIL ajusté du secteur des services en TI a augmenté de 71,6 millions \$ grâce à l'intensification de nos activités dans toutes les régions où nous œuvrons et à la rentabilité accrue attribuable à notre programme de renforcement de la situation concurrentielle. Dans le secteur des services en gestion des processus d'affaires, le BAIL ajusté s'est accru de 4,4 millions \$ pendant la même période, à cause de nouveaux contrats rentables et des économies découlant de notre programme de

Analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation

Pour le troisième trimestre terminé le 30 juin 2007

renforcement de la situation concurrentielle; néanmoins, le ralentissement des activités d'indemnisation dans le secteur de l'assurance a diminué les retombées de ces deux facteurs.

Les économies réalisées dans le cadre de notre programme de renforcement de la situation concurrentielle expliquent la majeure partie de la diminution des charges du siège social durant les périodes de trois et de neuf mois terminées le 30 juin 2007.

Bénéfice avant impôts sur les bénéfices

Le tableau ci-dessous fournit, pour les périodes indiquées, un rapprochement entre notre BAII ajusté et le bénéfice avant impôts sur les bénéfices, qui est présenté conformément aux PCGR au Canada.

| | Trois mois terminés le 30 juin 2007 | Trois mois terminés le 30 juin 2006 | Variation | Neuf mois terminés le 30 juin 2007 | Neuf mois terminés le 30 juin 2006 | Variation |
|---|--|--|-----------|---|---|-----------|
| <i>(en milliers de dollars sauf les pourcentages)</i> | \$ | \$ | % | \$ | \$ | % |
| BAII ajusté | 104 558 | 77 642 | 34,7 | 306 287 | 219 215 | 39,7 |
| Frais de réorganisation liés à des éléments spécifiques | - | (15 020) | - | (23 010) | (46 335) | -50,3 |
| Intérêts sur la dette à long terme | (9 375) | (13 146) | -28,7 | (33 488) | (29 852) | 12,2 |
| Autres revenus, nets | 1 934 | 2 193 | -11,8 | 5 833 | 5 804 | 0,5 |
| Gain sur la vente d'actifs | - | - | - | - | 10 475 | - |
| Part des actionnaires sans contrôle, déduction faite des impôts sur les bénéfices | (53) | - | - | (53) | - | - |
| Bénéfice avant impôts sur les bénéfices | 97 064 | 51 669 | 87,9 | 255 569 | 159 307 | 60,4 |

Intérêts sur la dette à long terme

La diminution des intérêts débiteurs, par rapport à l'exercice précédent, résulte directement de nos efforts de réduction de la dette. La dette a atteint un sommet (962,2 millions \$) à la fin du deuxième trimestre de l'exercice 2006 à la suite du rachat de 100 millions d'actions avec droit de vote subalternes classe A de CGI alors détenues par BCE. À la fin du troisième trimestre de l'exercice 2007, la dette à long terme totalisait 518,1 millions \$.

Analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation

Pour le troisième trimestre terminé le 30 juin 2007

Gain sur la vente d'actifs

Pendant le premier trimestre de l'exercice 2006, nous avons constaté un gain de 10,5 millions \$ sur la vente de nos actifs de commutation électronique.

Participation dans les pertes d'une société satellite

Au cours du troisième trimestre de l'exercice 2007, nous avons commencé à utiliser la méthode de la consolidation pour comptabiliser notre participation de 60,7 % dans CIA. Jusque-là, cette entité pouvait être traitée comme une coentreprise et ses résultats étaient présentés dans les états financiers selon la méthode de la consolidation proportionnelle (détails dans la section Acquisition).

Impôts sur les bénéfices

Les impôts sur les bénéfices se sont établis à 32,6 millions \$ au troisième trimestre de l'exercice 2007, comparativement à 15,7 millions \$ au même trimestre de l'exercice précédent. L'augmentation de 16,9 millions \$ est directement liée à la hausse du bénéfice avant impôts sur les bénéfices, pendant la période. Le taux d'imposition s'est établi à 33,6 %, comparativement à 30,4 % au trimestre correspondant de l'exercice antérieur. En 2006, dans le contexte de la réduction des taux d'imposition promulguée par le gouvernement canadien le 22 juin 2006, qui prendra effet à compter de 2008, un nouveau calcul des soldes d'impôts futurs avait causé une baisse du taux d'imposition.

Depuis le début de l'exercice 2007, les impôts sur les bénéfices ont totalisé 84,7 millions \$, soit une augmentation de 32,4 millions \$ par rapport aux neuf premiers mois de l'exercice 2006. Ce progrès résulte surtout de l'amélioration de la rentabilité qui a fait suite au programme de réorganisation en 2006.

Bénéfice

Le tableau ci-dessous comprend un rapprochement entre le bénéfice net avant frais de réorganisation liés à des éléments spécifiques et le bénéfice net présenté conformément aux PCGR au Canada.

Analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation

Pour le troisième trimestre terminé le 30 juin 2007

| | Trois mois terminés le 30 juin 2007 | Trois mois terminés le 30 juin 2006 | Variation | Neuf mois terminés le 30 juin 2007 | Neuf mois terminés le 30 juin 2006 | Variation |
|---|-------------------------------------|-------------------------------------|-----------|------------------------------------|------------------------------------|-----------|
| <i>(en milliers de dollars à moins d'indication contraire)</i> | \$ | \$ | % | \$ | \$ | % |
| Bénéfice net avant frais de réorganisation liés à des éléments spécifiques | 64 433 | 46 392 | 38,9 | 185 506 | 138 122 | 34,3 |
| <i>Marge</i> | 6,9 % | 5,4 % | | 6,7 % | 5,2 % | |
| Frais de réorganisation liés à des éléments spécifiques | - | (15 020) | -100,0 | (23 010) | (46 335) | -50,3 |
| Incidence fiscale des frais de réorganisation liés à des éléments spécifiques | - | 4 572 | -100,0 | 8 330 | 15 214 | -45,3 |
| Bénéfice net | 64 433 | 35 944 | 79,3 | 170 825 | 107 001 | 59,6 |
| <i>Marge</i> | 6,9 % | 4,1 % | | 6,1 % | 4,1 % | |
| Nombre moyen pondéré d'actions subalternes classe A et d'actions classe B en circulation | | | | | | |
| De base | 328 830 594 | 338 714 368 | -2,9 | 329 451 399 | 371 656 027 | -11,4 |
| Dilué | 335 529 373 | 339 565 138 | -1,2 | 333 414 858 | 374 323 784 | -10,9 |
| Bénéfice de base par action avant frais de réorganisation liés à des éléments spécifiques <i>(en dollars)</i> | | | | | | |
| De base | 0,20 | 0,14 | 43,1 | 0,56 | 0,37 | 51,5 |
| Dilué | 0,19 | 0,14 | 40,6 | 0,56 | 0,37 | 50,8 |
| Bénéfice par action <i>(en dollars)</i> | | | | | | |
| De base | 0,20 | 0,11 | 84,6 | 0,52 | 0,29 | 80,1 |
| Dilué | 0,19 | 0,11 | 81,4 | 0,51 | 0,29 | 79,2 |

Pour les périodes de trois et de neuf mois terminées le 30 juin 2007, le bénéfice net a augmenté de 79,3 % (28,5 millions \$) et de 59,6 % (63,8 millions \$), respectivement. Cette performance est attribuable au développement ininterrompu de nos services en TI ainsi qu'au programme de restructuration entrepris pendant le deuxième trimestre de l'exercice 2006, dont la mise en œuvre est maintenant terminée.

En raison du rachat d'actions sur le marché libre dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités, dont l'effet a toutefois été atténué par l'émission d'actions lors du rachat d'options sur actions, le nombre moyen pondéré d'actions en circulation de base et le nombre moyen pondéré d'actions en circulation dilué avaient diminué de 2,9 % et de 1,2 %, respectivement, à la fin du troisième trimestre de l'exercice 2007, comparativement à la fin du trimestre correspondant de l'exercice précédent. Le nombre total d'actions en circulation s'élevait à 328 850 926 à la fin du troisième trimestre de l'exercice 2007.

Analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation

Pour le troisième trimestre terminé le 30 juin 2007

Liquidités et ressources en capital

CGI finance sa croissance en combinant les flux de trésorerie provenant de ses activités d'exploitation, l'utilisation de ses facilités de crédit, l'émission de dette et l'émission d'actions. L'un de nos principaux objectifs financiers est de maintenir un niveau optimal de liquidités en gérant activement nos actifs et nos passifs.

Au 30 juin 2007, les espèces et quasi-espèces se chiffraient à 96,7 millions \$. Le tableau qui suit présente les points saillants des périodes de trois mois et de neuf mois terminées les 30 juin 2007 et 2006.

| | Trois mois terminés le 30 juin 2007 | Trois mois terminés le 30 juin 2006 | Variation | Neuf mois terminés le 30 juin 2007 | Neuf mois terminés le 30 juin 2006 | Variation |
|--|--|--|-----------|---|---|-----------|
| <i>(en milliers de dollars)</i> | | | | | | |
| Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation | 134 637 | 107 595 | 27 042 | 429 773 | 253 773 | 176 000 |
| Flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement | (54 210) | (44 509) | (9 701) | (116 748) | (94 325) | (22 423) |
| Flux de trésorerie affectés aux activités de financement | (72 577) | (107 279) | 34 702 | (334 325) | (245 820) | (88 505) |
| Effet des variations des taux de change sur les espèces et quasi-espèces | (4 976) | 697 | (5 673) | 2 269 | 407 | 1 862 |
| Augmentation (diminution) nette des espèces et quasi-espèces | 2 874 | (43 496) | 46 370 | (19 031) | (85 965) | 66 934 |

Activités d'exploitation

Les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation ont totalisé 134,6 millions \$ pour le troisième trimestre de l'exercice 2007 alors qu'ils s'établissaient à 107,6 millions \$ au même trimestre un an plus tôt. L'augmentation de 27,0 millions \$ résulte surtout de l'amélioration de la rentabilité. Les paiements effectués l'an dernier dans le cadre de notre programme de restructuration ont presque entièrement annulé l'incidence des moments auxquels, cette année, des paiements liés à la rémunération du personnel et d'autres paiements importants tels que les impôts sur les bénéfices ont été versés.

La variation de 176,0 millions \$ constatée, entre les neuf premiers mois de l'exercice 2007 et la même période de l'exercice 2006, découle de l'augmentation du bénéfice net, des moments auxquels les impôts sur les bénéfices, les primes d'assurance et les salaires ont été payés ainsi que de l'accélération du recouvrement des débiteurs.

Analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation

Pour le troisième trimestre terminé le 30 juin 2007

Activités d'investissement

Pendant le troisième trimestre de l'exercice 2007, les flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement ont totalisé 54,2 millions \$, soit une hausse de 9,7 millions \$ par rapport à la somme de 44,5 millions \$ investie au cours du trimestre correspondant de l'exercice antérieur. Depuis le début de l'exercice, les flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement ont été de 116,7 millions \$, soit une hausse de 22,4 millions \$ par rapport aux neuf premiers mois de l'exercice 2006. Les investissements ont surtout servi au développement et à l'achat de solutions d'affaires et de droits d'utilisation de logiciels, aux coûts liés à des contrats, à l'acquisition de matériel informatique, aux améliorations locatives et au paiement de la première tranche de 12,5 millions \$ du coût d'achat de Codesic Consulting.

L'écart, par rapport au trimestre correspondant un an plus tôt, s'explique surtout par la hausse des montants investis dans les immobilisations et dans les autres actifs à long terme. Pour la période de neuf mois, l'écart résulte principalement de la vente de nos actifs de commutation électronique; les montants affectés aux acquisitions réalisées en 2006 et à l'achat d'une importante entente d'utilisation de logiciel ont toutefois atténué l'impact de ce facteur.

Nous avons aussi engagé des frais de recherche de 5,5 millions \$, incorporés à nos coûts des services et frais de vente et d'administration. Les frais de recherche servent à explorer des possibilités d'application des nouvelles technologies, ou encore à imaginer, sur le plan conceptuel, des prototypes ou des processus novateurs susceptibles de mener à des solutions utiles pour les clients établis ou nouveaux. Les frais bruts de recherche et de développement, capitalisés et passés en charges, ont totalisé 13,3 millions \$ au troisième trimestre de l'exercice 2007, comparativement à 16,4 millions \$ au même trimestre de l'exercice précédent.

Activités de financement

Les flux de trésorerie affectés aux activités de financement se sont élevés à 72,6 millions \$ au cours du troisième trimestre de l'exercice 2007. Pendant cette période, nous avons remboursé une tranche nette de 70,9 millions \$ de notre dette et consacré 15,2 millions \$ à notre programme de rachat d'actions. Parallèlement, nous avons tiré 13,5 millions \$ de la levée d'options sur actions. Au troisième trimestre de l'exercice 2006, les activités de financement avaient absorbé 107,3 millions \$ car nous avons remboursé une tranche nette de 132,3 millions \$ de notre dette et retiré 25,1 millions \$ de l'émission d'actions liées surtout à la levée de bons de souscription.

Obligations contractuelles

Nous assumons des obligations contractuelles assorties de dates d'échéance variées. Ces obligations sont principalement liées à la location de bureaux, au matériel informatique utilisé pour exécuter les contrats d'impartition et aux ententes de service à long terme. À l'exception de légères fluctuations qui s'inscrivent dans le cours normal des activités de la Société, la valeur de ces obligations contractuelles n'a pas varié de manière importante depuis la fin de l'exercice terminé le 30 septembre 2006, dont les résultats sont présentés dans notre rapport annuel 2006.

Analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation

Pour le troisième trimestre terminé le 30 juin 2007

Liquidités et ressources en capital

| | Engagement total | Disponibles au 30 juin 2007 | Prélevés au 30 juin 2007 |
|--|------------------|--------------------------------|-----------------------------|
| <i>(en milliers de dollars)</i> | \$ | \$ | \$ |
| Espèces et quasi-espèces | - | 96 698 | - |
| Facilités de crédit renouvelables non garanties ¹ | 1 000 000 | 689 500 | 310 500 ² |
| Marges de crédit et autres facilités ¹ | 29 267 | 29 267 | - |
| Total | 1 029 267 | 815 465 | 310 500² |

1 – À l'exclusion de toute facilité de crédit qui pourrait être détenue par des entités dont CGI n'est pas l'actionnaire majoritaire.

2 – Se compose de la tranche utilisée des facilités de crédit (295,0 millions \$) et de lettres de crédit (15,5 millions \$).

Notre situation de trésorerie et nos facilités de crédit suffisent au financement de notre stratégie de développement. Au 30 juin 2007, les espèces et quasi-espèces se chiffraient à 96,7 millions \$ et les montants disponibles en vertu de nos facilités de crédit actuelles totalisaient 718,8 millions \$. Les quasi-espèces comprennent généralement des effets de commerce, des fonds du marché monétaire et des dépôts à terme, ainsi que des acceptations bancaires et des billets de dépôt au porteur émis par les grandes banques canadiennes, tous assortis d'une échéance initiale inférieure à trois mois.

La dette totale à long terme a diminué de 75,9 millions \$ au cours du trimestre pour s'établir à 518,1 millions \$ au 30 juin 2007, comparativement à 594,0 millions \$ au 31 mars 2007. La variation est surtout attribuable au remboursement net d'une tranche de 69,2 millions \$ de nos facilités de crédit et aux fluctuations des taux de change des devises étrangères par rapport au dollar canadien.

Les ententes de crédit à long terme sont assorties de clauses restrictives nous obligeant à maintenir certains ratios financiers. Au 30 juin 2007, CGI respectait les ratios financiers prescrits en vertu de ses ententes de crédit à long terme.

Indicateurs de la situation de trésorerie et des ressources en capital

| | Au 30 juin 2007 | Au 30 juin 2006 |
|---|--------------------|--------------------|
| Ratio de la dette nette par rapport aux capitaux propres et à la dette à long terme | 17,7 % | 25,5 % |
| Délai moyen de recouvrement des créances <i>(en jours)</i> | 43 | 48 |
| Rendement du capital investi ¹ | 9,9 % | 7,0 % |

1 – Le taux de rendement du capital investi représente le BAII ajusté après impôts et frais de réorganisation liés à des éléments spécifiques des quatre derniers trimestres divisé par la moyenne du capital investi (la somme de l'avoir des actionnaires et de la dette moins les espèces et quasi-espèces) au cours des quatre derniers trimestres.

S'établissant à 17,7 % au 30 juin 2007, le ratio de la dette nette par rapport aux capitaux propres et à la dette à long terme a diminué comparativement à la même date un an plus tôt, en raison surtout de nos efforts incessants de réduction de la dette en 2007.

Analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation

Pour le troisième trimestre terminé le 30 juin 2007

Le délai moyen de recouvrement des créances se situait à 43 jours au 30 juin 2007, soit cinq jours de moins qu'au 30 juin 2006, en conséquence surtout des moments auxquels de grands clients ont effectué leurs paiements.

Le taux de rendement du capital investi s'est établi à 9,9 % pour la période de douze mois terminée le 30 juin 2007, soit une amélioration par rapport à 7,0 % pour la période correspondante un an plus tôt. Cette progression est due surtout aux effets de notre programme de réorganisation, qui a allégé notre structure de coûts et accru notre bénéfice avant intérêts et impôts sur les bénéfices.

Instruments de financement hors bilan et garanties

Nous n'utilisons pas d'instruments de financement hors bilan sauf dans le cas des contrats de location-exploitation visant les bureaux, le matériel informatique et les véhicules. Conformément aux PCGR, ni les passifs liés à ces contrats ni les actifs sous-jacents ne sont constatés au bilan, car les modalités des baux ne correspondent pas aux critères qui justifieraient leur capitalisation. Nous concluons des ententes en vertu desquelles nous fournissons à des tiers des engagements liés à notre performance opérationnelle ou financière dans le cadre de la vente d'actifs, de garanties accordées lors de cessions d'entreprises et de contrats conclus avec le gouvernement américain.

Dans le cours normal de nos activités, il peut arriver que nous fournissions à certains clients, principalement des entités gouvernementales, des cautionnements de soumissions et d'exécution. En règle générale, nous ne serions responsables du montant des cautionnements de soumissions que si nous refusons de réaliser les projets après que nos soumissions aient été acceptées. Nous serions également responsables du montant des cautionnements d'exécution en cas de défaut dans l'exécution de nos engagements. Au 30 juin 2007, nous avons engagé un montant total de 82,7 millions \$ dans ce type de cautionnements. Nous croyons que nous nous conformons aux obligations d'exécution qui nous incombent en vertu de tous les contrats de services assortis de cautionnements de soumissions et d'exécution auxquels nous sommes parties; nous estimons également que les charges totales que nous serions susceptibles d'assumer en raison de ces cautionnements, le cas échéant, n'auraient pas d'incidence importante sur nos résultats d'exploitation consolidés ni sur notre situation financière.

Au 30 juin 2007, la Société a également conclu des ententes qui totalisent \$ 4 259 000 et qui comprennent des indemnités en faveur de tiers, principalement des indemnités fiscales. Le montant lié à l'impôt sur les bénéfices est comptabilisé au 30 juin 2007.

Capacité de livrer les résultats

Nous estimons que nous possédons les ressources en capital et les liquidités nécessaires pour tenir nos engagements et respecter nos obligations présentes tout en soutenant notre exploitation et en finançant nos stratégies de croissance. Nous croyons également que nous disposons des ressources non financières nécessaires pour atteindre nos objectifs de croissance continue. Ces ressources comprennent une équipe de direction solide dont le taux de roulement historique est très faible, des cadres évolués de gestion assurant l'observation continue de normes élevées de service à la clientèle et la formation continue des gestionnaires, ainsi que des processus de qualité qui nous aident à intégrer et à conserver les nouveaux membres que nous accueillons dans le cadre de grands contrats d'impartition ou d'acquisitions.

Opérations entre apparentés

Dans le cours normal de ses activités, CGI est partie à des contrats conclus avec Innovaposte, une coentreprise, en vertu desquels la Société en est le fournisseur privilégié pour ses besoins en TI. La Société exerce une influence notable sur les activités d'exploitation, de financement

Analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation

Pour le troisième trimestre terminé le 30 juin 2007

et d'investissement d'Innovaposte en raison de sa participation de 49 %. Le tableau qui suit présente la part revenant à CGI des activités d'Innovaposte et des soldes qui en découlent, constatés aux prix du marché.

| Innovaposte | Trois mois terminés le 30 juin 2007 | Trois mois terminés le 30 juin 2007 | Neuf mois terminés le 30 juin 2007 | Neuf mois terminés le 30 juin 2007 |
|---------------------------------|--|-------------------------------------|---|------------------------------------|
| <i>(en milliers de dollars)</i> | \$ | \$ | \$ | \$ |
| Produits | 29 196 | 21 082 | 89 149 | 73 409 |
| Débiteurs | 8 747 | 8 487 | 8 747 | 8 487 |
| Travaux en cours | 6 088 | 2 043 | 6 088 | 2 043 |
| Coûts liés à des contrats | 14 369 | 16 864 | 14 369 | 16 864 |
| Produits reportés | 537 | 1 388 | 537 | 1 388 |

Sommaire des principales conventions comptables

Les états financiers intermédiaires consolidés pour les périodes de trois mois et de neuf mois terminées le 30 juin 2007 sont non vérifiés et comprennent tous les ajustements que la direction de CGI juge nécessaires à une présentation fidèle de la situation financière de la Société, des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie.

La présentation de ces états financiers intermédiaires n'est pas entièrement conforme à tous les égards aux principes comptables généralement reconnus (« PCGR ») qui s'appliquent aux états financiers annuels consolidés. Ainsi, les états financiers intermédiaires consolidés doivent être lus conjointement avec les états financiers annuels consolidés de la Société pour l'exercice terminé le 30 septembre 2006. Ces états financiers intermédiaires consolidés ont été préparés selon les mêmes conventions comptables que celles utilisées pour les états financiers annuels consolidés de l'exercice terminé le 30 septembre 2006, à l'exception des conventions décrites sous l'en-tête « Modifications comptables ».

Estimations comptables importantes

La note 2 accompagnant les états financiers consolidés vérifiés au 30 septembre 2006 décrit les estimations comptables importantes que la Société utilise. La préparation des états financiers consolidés conformément aux PCGR au Canada exige que la direction fasse des estimations et établisse des hypothèses qui ont une incidence sur les montants d'actif et de passif inscrits, sur les renseignements fournis quant aux actifs et aux passifs éventuels à la date des états financiers consolidés ainsi que sur les montants inscrits au titre des produits et des charges au cours de la période considérée. Étant donné que le procédé de présentation de l'information financière suppose l'utilisation d'estimations, les résultats réels pourraient différer des résultats présentés.

Analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation

Pour le troisième trimestre terminé le 30 juin 2007

| Éléments sur lesquels les estimations ont une incidence | Bilans consolidés | États consolidés des résultats | | | | |
|---|-------------------|--------------------------------|--|--------------------------|---|--------------------------|
| | | Produits | Coûts des services et frais de vente et d'administration | Amortissement/ Radiation | Frais de réorganisation liés à des éléments spécifiques | Impôts sur les bénéfices |
| Provision pour créances douteuses | X | | X | | | |
| Écart d'acquisition | X | | | X | | |
| Impôts sur les bénéfices | X | | | | | X |
| Créditeurs et charges à payer | X | | X | | | |
| Passifs liés aux intégrations | X | | X | | | |
| Constatation des produits | X ¹ | X | | | | |
| Coûts liés à des contrats | X | X | | X | | |
| Crédits d'impôt à l'investissement | X | | X | | | |
| Dépréciation d'actifs à long terme | X | | | X | | |
| Frais de réorganisation liés à des éléments spécifiques | X | | | | X | |

1 – Débiteurs, travaux en cours et produits reportés

Provision pour créances douteuses

La Société établit une provision pour créances douteuses quand elle estime que le recouvrement de sommes dues par des clients est improbable. La Société réexamine périodiquement sa provision pour créances douteuses à la lumière d'une analyse des comptes en souffrance individuels, de la ventilation chronologique des comptes clients, de son expérience historique des recouvrements et d'une évaluation de la solvabilité des clients. La faillite d'un client ou la présence de problèmes de trésorerie chez un client, l'existence d'un litige avec un client et l'appartenance d'un client à un secteur économique en difficulté font partie des indices signalant qu'un recouvrement est improbable.

Écart d'acquisition

L'écart d'acquisition est soumis à un test de dépréciation, au niveau de l'unité d'exploitation concernée, au moins une fois l'an et en cas d'événements ou de circonstances nouvelles risquant d'empêcher la Société de récupérer leur valeur comptable. Les tests de dépréciation nécessitent une comparaison entre la juste valeur et la valeur comptable de l'unité d'exploitation. L'estimation de la juste valeur d'une unité d'exploitation se fonde sur l'analyse des flux de trésorerie actualisés au moyen d'hypothèses importantes approuvées par la direction telles que les flux de trésorerie futurs, les prévisions relatives à la croissance, les valeurs finales et les taux d'actualisation. Des modifications importantes des estimations ou des hypothèses servant aux tests de dépréciation de l'écart d'acquisition n'auraient pas d'incidence sur les états consolidés des flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation de la Société.

Analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation

Pour le troisième trimestre terminé le 30 juin 2007

Impôts sur les bénéfiques

La Société établit les actifs et les passifs d'impôts futurs à court terme et à long terme conformément aux législations fiscales en vigueur ou pratiquement en vigueur qui s'appliqueront vraisemblablement au moment où il est prévu que l'actif sera réalisé ou le passif réglé. Les lois et règles fiscales qui s'appliquent sont soumises à l'interprétation de la Société, qui évalue périodiquement la valeur finale de réalisation des impôts futurs résultant d'écart temporels entre la valeur comptable et la valeur fiscale des actifs et des passifs ainsi que des pertes fiscales reportées. Pour déterminer s'il est plus probable qu'improbable qu'un actif d'impôts futurs se réalise, la Société doit estimer ses revenus imposables futurs. Les montants ultimes des impôts futurs et de la charge d'impôts pourraient différer substantiellement des montants portés au bilan, car ils dépendent des résultats d'exploitation futurs de la Société ainsi que de ses interprétations des lois fiscales.

Créditeurs et charges à payer

La Société a comptabilisé des charges à payer pour tenir compte des coûts de restructuration et d'intégration des entreprises qu'elle a acquises et d'autres passifs dont l'estimation repose pour une grande part sur le jugement. Quand la Société établit une provision en marge d'une poursuite entamée ou éventuelle, d'obligations liées à une garantie ou d'autres passifs possibles, elle se fonde sur la possibilité d'un gain ou d'une perte dont elle demeurera incertaine jusqu'à ce qu'un ou plusieurs événements se réalisent ou ne se réalisent pas. La résolution de cette incertitude peut confirmer la diminution ou la constatation d'un passif. La Société calcule les charges à payer sur la base des précédents historiques, des tendances courantes et d'autres hypothèses qui lui semblent raisonnables dans les circonstances.

Passifs liés aux intégrations

Les passifs liés aux intégrations se composent surtout de provisions associées à des baux visant des locaux que des entreprises acquises occupaient et que la Société a l'intention de quitter. La direction de la Société estime les coûts liés à la résiliation des baux à la date de l'acquisition de l'entreprise et rectifie la provision initiale dès qu'elle obtient tous les renseignements pertinents. Les taux d'actualisation et la possibilité de sous-louer les locaux à des tiers font partie des principales hypothèses utilisées pour déterminer cette provision. Pour calculer la valeur actualisée des paiements prévus, la Société a utilisé l'hypothèse que le taux d'actualisation correspondrait au taux d'intérêt applicable à ses billets non garantis. La possibilité de sous-louer les bureaux inoccupés a été évaluée sur la base de l'expérience de la direction de la Société et des connaissances de ses conseillers relativement aux régions considérées et aux caractéristiques des locaux.

De plus, diverses réclamations et poursuites ont été entamées contre la Société dans le cours normal de ses activités ou héritées d'entreprises acquises. Certaines de ces procédures pourraient occasionner des coûts importants. La Société détermine s'il est pertinent de comptabiliser une perte ou de faire état de la réclamation ou de la poursuite dans ses états financiers en tenant compte, entre autres, de la période pendant laquelle les événements sous-jacents à la procédure se sont produits, du degré de probabilité d'une issue défavorable et de la possibilité d'estimer la perte avec une justesse raisonnable.

Constatation des produits

Dans le cas des ententes structurées selon la méthode du degré d'avancement des travaux, la constatation des produits et des coûts exige qu'on exerce des jugements et qu'on établisse des estimations. Cette méthode se fonde sur des estimations des coûts et des bénéfiques tout au long de l'exécution des ententes, y compris l'estimation des ressources et des coûts nécessaires pour achever les travaux. En outre, si l'on détermine que les coûts totaux liés à un contrat seront plus élevés que les produits totaux émanant de ce contrat, on comptabilise une provision équivalant à la perte, et ce, dès la période où la probabilité d'une perte devient manifeste. Dans le cas de contrats visant la

Analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation

Pour le troisième trimestre terminé le 30 juin 2007

prestation de services de plusieurs catégories différentes, la Société évalue également si la ventilation des produits entre les diverses catégories correspond à la juste valeur relative de chacune des catégories, telle que déterminée au moyen d'estimations internes ou de preuves objectives provenant de fournisseurs particuliers. Elle constate ensuite les produits attribuables à chaque catégorie, comme s'il s'agissait de plusieurs contrats distincts visant chacun une seule catégorie de services. La direction passe régulièrement en revue la rentabilité des ententes et les estimations sous-jacentes.

Coûts liés à des contrats

Certains coûts engagés lors du démarrage d'un contrat d'impartition sont reportés et amortis sur la durée du contrat. Ces coûts comprennent principalement des incitatifs et des coûts de transition. Dans ce contexte, la Société établit entre autres des estimations et des hypothèses visant à calculer les flux de trésorerie prévus afin d'évaluer si elle pourrait vraisemblablement recouvrer ces coûts liés à des contrats en cas d'événements ou de circonstances nouvelles risquant d'empêcher la Société de récupérer leur valeur comptable. Pour évaluer les possibilités de recouvrement, la Société calcule la valeur non actualisée des flux de trésorerie estimés du contrat sur sa durée restante et compare le résultat de cette opération à la valeur comptable du contrat. Le fait de modifier des estimations ou des hypothèses touchant un ou plusieurs contrats n'aurait pas d'incidence sur les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation de la Société.

Crédits d'impôt à l'investissement

La Société considère les crédits d'impôt remboursables sur les salaires ainsi que les crédits d'impôt sur les frais de recherche et de développement qu'elle reçoit comme des crédits d'impôt à l'investissement, car ils en respectent les critères. La Société est soumise à des vérifications annuelles visant à déterminer si elle exerce des activités admissibles à des crédits d'impôt en vertu de divers programmes gouvernementaux et à quels montants elle a droit. La Société évalue périodiquement les charges admissibles aux crédits d'impôt ainsi que la conformité de ses activités aux critères des programmes gouvernementaux.

Dépréciation d'actifs à long terme

La Société évalue la possibilité de recouvrer les actifs à long terme, tels que les actifs incorporels à durée de vie limitée et les immobilisations, si des événements ou des circonstances nouvelles risquent de l'empêcher de récupérer leur valeur comptable. Dans le cas des actifs incorporels à durée de vie limitée tels que les solutions d'affaires, les licences d'utilisation de logiciels et les relations avec les clients, les estimations et hypothèses incluent le calcul de la durée appropriée de la période d'amortissement des coûts capitalisés, sur la base de la vie utile estimée de ces actifs, l'estimation des flux de trésorerie futurs attribuables à ces actifs, et l'évaluation de ces éléments par rapport aux soldes non amortis. Dans le cas des logiciels internes faisant partie des actifs incorporels à durée de vie limitée et dans le cas des immobilisations, on détermine la durée appropriée de la période d'amortissement en estimant pendant quel laps de temps la Société pourra utiliser ces actifs de façon continue. Pour évaluer la possibilité de recouvrer les coûts capitalisés des logiciels, la Société doit estimer les produits futurs, les coûts ainsi que les flux de trésorerie futurs, positifs et négatifs. Si les estimations ou les hypothèses utilisées dans le cadre des tests de dépréciation des actifs à long terme étaient modifiées, cela n'aurait pas d'incidence sur les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation de la Société.

Frais de réorganisation liés à des éléments spécifiques

Au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2006, la Société a annoncé un programme visant à réduire son effectif et à fermer et regrouper certains de ses bureaux. Ce programme, qui a pour but de réduire les coûts et d'accroître la rentabilité de la Société, a été mis sur pied en

Analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation

Pour le troisième trimestre terminé le 30 juin 2007

conséquence du fait que le volume de travail provenant de BCE est moins important que prévu. Les charges comptabilisées à cet égard comprenaient des indemnités de départ ainsi que les coûts liés au regroupement et à la fermeture de certains bureaux. La constatation de ces charges a exigé que la direction porte des jugements et fasse des estimations touchant la nature et les montants des coûts, ainsi que le moment auquel ils seraient engagés. Dans le cas des locaux qui ont été abandonnés ou sous-loués, les coûts estimés des baux représentent la différence entre les loyers futurs à payer et les produits de sous-location estimés. Nous évaluerons les charges liées aux bureaux fermés et aux indemnités de départ à la date de clôture de chaque période comptable afin de nous assurer que les montants comptabilisés demeurent appropriés.

Modifications comptables

L'ICCA a publié les nouveaux chapitres suivants de son Manuel qui s'appliquent aux périodes intermédiaires débutant le 1^{er} octobre 2006 ou après cette date :

- a) Le chapitre 3855, *Instruments financiers – Comptabilisation et évaluation* – Ce chapitre établit les normes de comptabilisation et d'évaluation des actifs financiers, des passifs financiers et des dérivés non financiers. Tous les actifs financiers, sauf ceux classés comme détenus jusqu'à leur échéance, prêts et créances, et tous les instruments financiers dérivés doivent être mesurés à leur juste valeur. Tous les passifs financiers classés comme détenus à des fins de transaction doivent être mesurés à leur juste valeur. Sinon, ils sont mesurés au coût. L'adoption de cette nouvelle norme n'a pas eu d'incidence importante sur les états financiers consolidés de la Société.
- b) Le chapitre 1530, *Résultat étendu*, et le chapitre 3251, *Capitaux propres* – Le résultat étendu représente la variation, au cours d'une période, de l'actif net d'une entreprise découlant d'opérations et d'autres événements et circonstances sans rapport avec les actionnaires de l'entreprise. Il comprend des éléments qui seraient normalement exclus du bénéfice net, notamment les variations de l'écart de conversion liées à des établissements étrangers autonomes et les gains ou pertes non réalisés sur des placements disponibles pour la vente. Le chapitre 1530 établit comment présenter et divulguer le résultat étendu et ses composantes. Le chapitre 3251, *Capitaux propres*, remplace le chapitre 3250, *Surplus*, et décrit les normes concernant la présentation des capitaux propres et des variations des capitaux propres qui découlent des nouvelles exigences du chapitre 1530, *Résultat étendu*. À la suite de l'adoption de ces normes, les états financiers consolidés incluent dorénavant un résultat étendu. Les états comparatifs sont retraités pour tenir compte des conséquences de l'application de ce chapitre sur les variations des soldes de l'écart de conversion liées à des établissements étrangers autonomes.
- c) Le chapitre 3865, *Couvertures* – Ce chapitre précise dans quelles circonstances il convient d'appliquer la comptabilité de couverture. L'objectif de la comptabilité de couverture est d'assurer que tous les gains, pertes, produits et charges liés à un dérivé et à l'élément qu'il couvre sont comptabilisés à l'état des résultats au cours de la même période. L'adoption de cette nouvelle norme n'a pas eu d'incidence importante sur les états financiers consolidés de la Société.

Modifications comptables futures

L'ICCA a publié les nouveaux chapitres suivants de son Manuel qui s'appliqueront aux périodes intermédiaires débutant le 1^{er} octobre 2007 ou après cette date :

Analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation

Pour le troisième trimestre terminé le 30 juin 2007

- a) Le chapitre 3862, *Instruments financiers – Informations à fournir* – Ce chapitre établit les renseignements à divulguer pour décrire l'importance des instruments financiers par rapport à la situation financière et à la performance financière de l'entité, la nature et la portée des risques associés aux instruments financiers utilisés et les méthodes de gestion de ces risques dont l'entité se sert. La Société évalue actuellement l'incidence de l'adoption de cette nouvelle norme sur ses états financiers consolidés.
- b) Le chapitre 3863, *Instruments financiers – Présentation* – Ce chapitre établit les normes de présentation des instruments financiers et des dérivés non financiers. Il reprend telles quelles les exigences en matière de présentation du chapitre 3861, *Instruments financiers – Informations à fournir et présentation*. La Société évalue actuellement l'incidence de l'adoption de cette nouvelle norme sur ses états financiers consolidés.
- c) Le chapitre 1535, *Informations à fournir concernant le capital* – Ce chapitre établit les normes relatives à la présentation d'informations sur le capital d'une entité et sur les méthodes utilisées pour le gérer. Il exige que l'entité fournisse des informations sur ses objectifs, politiques et procédures de gestion du capital, qu'elle indique si elle s'est conformée aux exigences en matière de capital auxquelles elle est soumise et, dans le cas contraire, les conséquences découlant de cette non-conformité. La Société évalue actuellement l'incidence de l'adoption de cette nouvelle norme sur ses états financiers consolidés.

Instruments financiers

La Société a périodiquement recours à divers instruments financiers pour gérer le risque lié à la fluctuation des taux de change. Elle ne détient ni n'émet d'instruments financiers aux fins de négociation. La Société a recours à des instruments financiers, par exemple des titres de créance libellés en devises étrangères, afin de couvrir son investissement net dans ses filiales étrangères. Le gain ou la perte de change provenant de l'investissement net est comptabilisé à titre d'écart de conversion. Le gain ou la perte de change réalisé et non réalisé sur les instruments financiers qui couvrent l'investissement net est également comptabilisé à titre d'écart de conversion.

Risques et incertitudes

Nous sommes confiants quant aux perspectives d'avenir à long terme de la Société. Néanmoins, il faut tenir compte des risques et incertitudes décrits ci-dessous, qui influeraient sur notre capacité de réaliser notre vision stratégique et nos objectifs de croissance. Les facteurs suivants devraient être pris en considération afin d'évaluer les perspectives d'avenir de la Société à titre de placement.

Risques liés à notre secteur d'activité

Concurrence pour l'obtention des contrats – Nous gérons toutes les dimensions de nos affaires de façon disciplinée. Nos méthodes sont presque toutes codifiées dans le cadre de la certification ISO 9001. Nos processus de gestion ont été mis au point pour nous permettre de respecter nos normes élevées en nous assurant que nos employés livrent de façon constante des biens et des services conformes aux spécifications. Ils se fondent sur les valeurs solides qui sous-tendent notre culture d'entreprise axée sur les clients. Ils contribuent au taux élevé de succès de CGI en matière d'obtention et de renouvellement des contrats. En outre, nous comprenons à fond les enjeux stratégiques propres aux cinq secteurs que nous ciblons, ce qui améliore notre position concurrentielle. CGI est un chef de file du secteur des services en TI et en gestion des processus d'affaires au Canada, et nous continuons à renforcer notre position sur le marché américain en conjuguant la croissance interne et les acquisitions. Nos revenus provenant des États-Unis et des marchés internationaux ont augmenté notablement au fil

Analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation

Pour le troisième trimestre terminé le 30 juin 2007

des ans et nous prévoyons que cette tendance se maintiendra. Cependant, la concurrence demeurant très vive sur le marché des services en TI et de l'impartition des processus d'affaires, nul ne peut garantir que nous continuerons à remporter de nouveaux contrats.

La durée du cycle de vente des grands contrats d'impartition – Les contrats d'impartition devenant de plus en plus considérables et complexes, la Société constate un allongement des cycles de vente. Alors que le cycle moyen durait auparavant de 6 à 18 mois, il dure à présent de 12 à 24 mois. L'allongement du cycle de vente pourrait nous empêcher d'atteindre nos cibles de croissance.

Disponibilité et conservation des professionnels qualifiés – Le personnel qualifié fait l'objet d'une forte demande au sein du secteur des TI. Au fil des ans, nous avons réussi à attirer et à retenir un personnel hautement compétent grâce à notre culture d'entreprise, à nos valeurs solides, à l'importance que nous accordons au développement professionnel ainsi qu'à notre programme de rémunération axé sur le rendement. De surcroît, nous avons mis en œuvre un programme complet visant le recrutement et la conservation de professionnels qualifiés et dévoués. Nous croyons que CGI est un employeur de premier choix du secteur des services en TI. Nous recrutons également des professionnels qualifiés par l'entremise des contrats d'impartition que nous remportons et des acquisitions d'entreprises.

Capacité de l'entreprise de développer et d'élargir sa gamme de services pour suivre l'évolution de la demande et les tendances technologiques – Nous nous efforçons de demeurer à l'avant-garde du secteur des TI et de nous mouler ainsi à l'évolution des besoins de nos clients. Nous y parvenons en tablant sur divers moyens : une spécialisation dans cinq secteurs économiques cibles; des alliances commerciales non exclusives avec d'importants fournisseurs de logiciels et d'équipements, ainsi que des alliances stratégiques avec des partenaires majeurs; le développement de solutions en TI exclusives; la formation permanente de notre personnel et des transferts continus de compétences entre bureaux et professionnels de la Société; et les acquisitions d'entreprises qui nous procurent un savoir-faire supplémentaire ou une portée géographique accrue.

Risque d'atteinte aux droits de propriété intellectuelle d'autrui – Nous ne pouvons pas avoir la certitude que nos services et nos offres ne portent pas atteinte aux droits de propriété intellectuelle d'autrui et il peut arriver que des poursuites alléguant une violation de ces droits soient intentées contre nous. Ces poursuites pourraient s'avérer coûteuses, nuire à notre réputation et nous empêcher de fournir certains services ou offres. Nous établissons avec nos clients des contrats de licence leur accordant le droit d'utiliser la propriété intellectuelle; ces contrats comprennent un engagement à indemniser le titulaire de la licence contre la responsabilité et les dommages résultant des réclamations de tiers touchant des manquements à l'égard des brevets, des droits d'auteur, des marques de commerce ou des secrets commerciaux. Dans certaines circonstances, le montant de ces réclamations pourrait être plus élevé que les revenus provenant du client. Que nous soyons tenus responsables ou non de dommages, les réclamations et les poursuites en ce domaine pourraient entraîner des coûts élevés et des pertes de temps importantes, ternir notre réputation ou nous obliger à conclure des ententes en matière de redevances ou des contrats de licence. Si nous étions empêchés de vendre ou d'utiliser des produits ou des services incorporant un logiciel ou une technologie faisant l'objet d'un litige, cela pourrait nous faire perdre des revenus ou nous obliger à assumer des charges supplémentaires afin de modifier ces produits et services avant de les intégrer à de nouveaux projets.

Protéger nos droits de propriété intellectuelle – Notre réussite est tributaire, entre autres, de notre capacité de protéger nos méthodologies exclusives ainsi que d'autres biens intellectuels dont nous nous servons pour fournir nos services. En règle générale, CGI cherche à utiliser les brevets et les autres moyens raisonnables et nécessaires de protection et d'optimisation de ses actifs intellectuels. CGI fait reconnaître ses

Analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation

Pour le troisième trimestre terminé le 30 juin 2007

droits liés à la possession et à l'utilisation de sa raison sociale, des noms de ses produits, de ses logotypes et des autres signes dont elle se sert pour identifier ses produits et services sur le marché. Dans le cours normal de nos activités, nous demandons et obtenons l'inscription de nos marques de commerce auprès du *U.S. Patent and Trademark Office* et des autres organismes responsables du droit des marques dans le monde. Néanmoins, dans certains pays où nous exerçons nos activités, il peut arriver que les lois ne protègent pas entièrement nos droits de propriété intellectuelle. De plus, malgré nos efforts, les mesures que nous prenons pour protéger nos droits de propriété intellectuelle peuvent s'avérer insuffisantes pour prévenir ou décourager les atteintes à ces droits ou empêcher l'appropriation illicite de nos biens intellectuels. Il peut aussi arriver que nous ne détectons pas l'utilisation non autorisée de nos biens intellectuels ou que nous ne prenons pas les mesures convenables pour assurer le respect de nos droits de propriété intellectuelle.

Risques liés à notre entreprise

Fluctuations liées aux secteurs d'activité – Les acquisitions et d'autres transactions peuvent faire fluctuer la composition de nos produits, en ce qui a trait à l'apport relatif des projets de plus courte durée (les projets d'intégration de systèmes et de services-conseils) et à celui des contrats de plus longue durée (les mandats d'impartition). Si le poids relatif des projets d'intégration de systèmes et de services-conseils augmentait, il pourrait en résulter une variation plus prononcée des produits d'un trimestre à l'autre.

Risque financier et risque d'exploitation associés aux marchés internationaux – Nous gérons des activités dans 16 pays et moins de 10 % de notre chiffre d'affaires provient de l'extérieur de l'Amérique du Nord. Nous croyons que nos assises de gestion favorisent l'efficacité et l'homogénéité de notre exploitation à l'échelle mondiale; ces assises comprennent des cadres de gestion et des processus dont les dirigeants de nos unités d'affaires se servent pour gérer leurs rapports avec nos membres et nos clients. Cependant, l'envergure de nos activités internationales nous rend tributaires de plusieurs facteurs qui pourraient intervenir : les fluctuations des taux de change; le fardeau résultant de l'obligation d'observer un vaste éventail de lois nationales et locales différentes; les incertitudes liées à la diversité des cultures et des pratiques commerciales dans les différentes régions du monde; la multiplicité et le caractère parfois contradictoire des lois et des règlements, notamment en matière de fiscalité; les pertes d'exploitation que la Société pourrait subir dans certains pays dans le cadre du développement de son infrastructure mondiale de prestation des services et le fait que ces pertes ne seraient pas nécessairement déductibles des revenus aux fins de l'impôt; l'absence, sur certains territoires, de lois efficaces pour protéger nos droits de propriété intellectuelle; les restrictions sur la circulation d'espèces ou d'autres actifs; les restrictions touchant l'importation ou l'exportation de certaines technologies; les restrictions visant le rapatriement des bénéficiaires; l'instabilité politique, sociale et économique, y compris les menaces liées au terrorisme et aux pandémies. Nous avons mis en place une stratégie d'opérations de couverture visant à nous protéger, dans la mesure du possible, du risque de change. À l'exception des produits financiers utilisés dans le cadre de notre stratégie d'opérations de couverture, nous ne participons pas au marché des instruments financiers dérivés. Même si nous estimons disposer de processus efficaces de gestion dans tous nos bureaux partout dans le monde, n'importe lequel des risques auxquels nos activités internationales nous exposent ou l'ensemble de ces risques pourraient se réaliser et provoquer une baisse de notre rentabilité.

Capacité d'intégrer avec succès les entreprises acquises et les mandats d'impartition – Ayant acquis un grand nombre de sociétés depuis la fondation de CGI, nous estimons que l'intégration d'équipes et d'activités fait maintenant partie de nos compétences de base. Notre approche de gestion disciplinée, fondée pour une large part sur nos cadres de gestion, joue un rôle important dans l'intégration harmonieuse des ressources humaines des sociétés acquises et des activités qui nous sont confiées en impartition. Au 30 juin 2007, presque toutes nos activités avaient obtenu la certification ISO 9001.

Analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation

Pour le troisième trimestre terminé le 30 juin 2007

Changements importants touchant les principales entreprises clientes, résultant par exemple de l'évolution de leur situation financière, de fusions ou d'acquisitions d'entreprises – Un seul des clients de la Société représente plus de 10 % de ses produits totaux.

Risque de résiliation anticipée des contrats – Si nous n'exécutons pas nos mandats conformément aux ententes contractuelles conclues avec nos clients, certains clients pourraient décider de résilier leurs contrats avant la date d'échéance prévue, ce qui aurait pour effet de réduire notre bénéfice ainsi que nos flux de trésorerie et pourrait avoir une incidence sur la valeur de notre carnet de commandes. Notre feuille de route démontre notre capacité de combler ou de surpasser les attentes de nos clients. Nous gérons nos activités d'une manière professionnelle. Nous rédigeons nos contrats de façon à délimiter clairement nos responsabilités et à atténuer les risques. En outre, certains de nos contrats d'impartition comportent des dispositions permettant aux clients de les résilier pour des raisons de commodité, en cas de changement d'intention de leur part ou en cas de changement de contrôle de CGI.

Risque de crédit associé à la concentration des créances clients — Une portion substantielle de nos revenus (11,4 % au troisième trimestre de l'exercice 2007) provient des filiales et sociétés affiliées de BCE. Nous estimons toutefois que nous ne sommes pas exposés à un risque important de crédit, compte tenu de notre bassin vaste et diversifié de clients.

Risque lié aux contrats visant des projets à court terme – CGI tire une partie de ses produits de contrats visant des projets d'une durée relativement restreinte. CGI gère tous ses contrats en fonction de son Cadre de gestion du partenariat client, un ensemble structuré de processus qui aide les équipes à appliquer des normes homogènes d'excellence à tous les projets. En vertu de ce cadre de gestion, la Société procède avec beaucoup de rigueur afin d'estimer avec justesse les coûts des mandats. Cependant, une portion substantielle des mandats est fondée sur des prix fixes. Dans ces cas, la facturation des travaux s'effectue selon les modalités du contrat signé avec le client et les revenus sont constatés en fonction du pourcentage de l'effort engagé par rapport aux coûts totaux estimés pour la durée du contrat. Lorsque nous présentons une soumission pour ce type de mandat, nous estimons les coûts et les heures de travail nécessaires pour compléter le projet. Nos estimations se fondent sur notre appréciation de l'efficacité avec laquelle nous pourrions déployer nos méthodologies et nos professionnels pour réaliser le projet considéré. En cas d'augmentation des coûts, de coûts imprévus ou de retards, y compris des retards attribuables à des facteurs sur lesquels nous n'avons pas d'emprise, la rentabilité des contrats à prix fixe peut être réduite ou annulée.

Risque associé aux garanties – Dans le cours normal de nos activités, nous concluons des ententes qui peuvent comporter des engagements d'indemnisation ou des garanties lors de transactions telles que la prestation de services-conseils ou de services d'impartition, la cessation d'activités commerciales, les contrats de location ou la constitution d'engagements financiers. Ces engagements d'indemnisation ou garanties peuvent nous obliger à dédommager nos cocontractants des coûts ou des pertes résultant de diverses circonstances telles que le défaut de respecter les engagements ou la violation d'une garantie, l'atteinte aux droits de propriété intellectuelle, les réclamations qui peuvent surgir dans le cadre de la prestation des services ou des poursuites qui pourraient être entamées contre les cocontractants.

Risque lié aux crédits d'impôt – L'acquisition du contrôle de CGI pourrait rendre la Société inadmissible aux crédits d'impôt provinciaux associés à la Cité du commerce électronique et à la Cité Multimédia à Montréal, au Carrefour de la nouvelle économie au Saguenay et au Carrefour national des nouvelles technologies de Québec.

Analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation

Pour le troisième trimestre terminé le 30 juin 2007

Risque associé aux affaires émanant des administrations publiques – Les réorientations des politiques de dépenses publiques ou des priorités budgétaires des gouvernements fédéraux, provinciaux ou d'états pourraient avoir une incidence directe sur nos résultats financiers. Plusieurs facteurs sont susceptibles de réduire l'ampleur de nos activités auprès des administrations publiques, notamment : la réduction des contrats accordés par les gouvernements à des firmes de services-conseils et de services en technologie; une diminution substantielle des dépenses touchant l'ensemble des gouvernements ou certains ministères ou organismes en particulier; l'adoption de nouvelles lois ou de nouveaux règlements visant les sociétés qui fournissent des services aux gouvernements; les délais d'acquittement de nos factures par les bureaux de paiement gouvernementaux; la conjoncture économique et politique en général. Ces facteurs et d'autres pourraient avoir pour effet de diminuer nos revenus futurs en incitant les ministères et organismes gouvernementaux à diminuer leurs contrats d'achat, à exercer leur droit de mettre fin à des contrats, à émettre des ordres de suspension temporaire des travaux ou à s'abstenir d'exercer leur droit de renouveler des contrats. Notre clientèle du secteur gouvernemental est très diversifiée puisque nous avons des contrats en vigueur avec plusieurs ministères et organismes gouvernementaux différents, aux États-Unis et au Canada. Néanmoins, en cas de réduction des dépenses des gouvernements ou de compressions budgétaires au sein de ces ministères et organismes, il pourrait arriver que la rentabilité continue de ces contrats ou la possibilité d'obtenir des contrats supplémentaires des mêmes sources soient compromises.

Poursuites liées à nos travaux – Nous créons, déployons et entretenons des solutions en TI qui sont souvent essentielles aux activités commerciales de nos clients. Il peut arriver que des retards, des renégociations, de nouvelles exigences des clients ou des délais nous empêchent de réaliser de grands projets de la manière prévue. De tels problèmes pourraient donner lieu à des poursuites qui auraient une incidence défavorable sur nos activités commerciales, sur nos résultats d'exploitation, sur notre situation financière et sur notre réputation professionnelle. Nos contrats contiennent ordinairement des dispositions limitant le risque de poursuites liées à nos services et aux applications que nous réalisons. Il se pourrait que ces dispositions ne nous protègent pas ou ne soient pas applicables dans certaines circonstances ou en vertu des lois en vigueur à certains endroits.

Risques liés aux acquisitions d'entreprises

Mise en œuvre de notre stratégie d'acquisition – Le succès de notre stratégie de croissance est lié pour une bonne part à notre capacité d'acquérir de plus petites entreprises servant des segments particuliers, afin d'approfondir nos compétences et d'élargir nos offres de service, ainsi que de grandes entreprises qui augmenteront notre masse critique aux États-Unis et en Europe. Nous ne pouvons pas garantir que nous continuerons à trouver des cibles d'acquisition, que nous réaliserons de nouvelles acquisitions ni que les sociétés que nous acquerrons, le cas échéant, s'intégreront harmonieusement à CGI et augmenteront tangiblement la valeur de l'entreprise conformément aux attentes. En l'absence d'acquisitions supplémentaires, il est peu probable que notre croissance future corresponde à notre croissance passée ou aux prévisions.

La tâche que la direction est appelée à accomplir afin d'instaurer des normes, des mécanismes de contrôle, des procédures et des politiques uniformes dans toutes nos unités d'affaires est fort complexe et potentiellement accaparante. L'intégration d'entreprises peut occasionner des difficultés d'exploitation inattendues, des dépenses non planifiées et des problèmes de responsabilité. En outre, dans la mesure où la direction est tenue d'accorder beaucoup de temps, d'attention et de ressources à l'intégration d'activités, d'équipes et de technologies, il est possible que nous n'arrivions pas à maintenir la qualité habituelle du service offert aux clients établis et que cela ait un impact défavorable sur nos revenus ainsi que sur nos bénéfices.

Analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation

Pour le troisième trimestre terminé le 30 juin 2007

Risques de marché

Risque économique – Un ralentissement économique pourrait occasionner une diminution de nos produits. L'intensité des activités de nos clients, qui est tributaire de la conjoncture économique, a une incidence sur nos résultats d'exploitation. Nous ne pouvons prédire ni les répercussions de la conjoncture économique actuelle sur nos revenus futurs, ni le moment où une reprise marquée surviendra. Pendant les périodes de récession, il arrive fréquemment que nos clients et nos clients éventuels annulent, réduisent ou reportent des contrats en cours, ou encore qu'ils retardent l'octroi de nouveaux mandats. Généralement, les entreprises réduisent aussi l'ampleur des projets informatiques qu'elles entreprennent pendant les périodes de difficultés économiques, ce qui se traduit par une réduction du nombre d'implantations technologiques et de l'importance des mandats. En raison du nombre restreint de mandats pendant un ralentissement, la concurrence s'intensifie ordinairement. Il peut alors arriver que les prix diminuent si certains concurrents, surtout ceux qui disposent de ressources financières importantes, réduisent leurs taux pour maintenir ou accroître leur part du marché. Ces facteurs pourraient entraîner une baisse de nos prix, de nos produits et de notre rentabilité.

Intégrité de la présentation des résultats

Notre direction assume la responsabilité de maintenir des systèmes d'information, des procédures et des mécanismes de contrôle appropriés, garantissant que les renseignements diffusés à l'intérieur et à l'extérieur de la Société sont complets et fiables. Les devoirs du conseil d'administration englobent l'évaluation de l'intégrité des systèmes internes de contrôle et d'information de la Société.

La Politique d'entreprise de CGI en matière de communication de l'information, un document que la Société a officiellement entériné et qui fait partie de ses Textes fondamentaux, vise à sensibiliser le conseil d'administration, la haute direction et les employés à l'égard de l'approche de CGI en matière de divulgation. Le conseil d'administration a créé le Comité de supervision de la politique de communication de l'information qui veille à satisfaire aux exigences en matière de divulgation des organismes de réglementation et supervise les pratiques de divulgation de la Société.

Le Comité de vérification et de gestion des risques de CGI se compose entièrement d'administrateurs indépendants respectant les exigences de la Bourse de New York et de la Bourse de Toronto en matière d'indépendance et d'expérience. Le comité de vérification et de gestion des risques assume notamment les responsabilités suivantes : a) revoir tous nos documents publics présentant des résultats financiers vérifiés et non vérifiés; b) examiner et évaluer l'efficacité de nos principes et pratiques comptables en ce qui a trait à la présentation des résultats financiers; c) examiner et surveiller nos procédures, programmes et politiques de contrôle interne, et évaluer leur pertinence ainsi que leur efficacité; d) soumettre au conseil d'administration de CGI des recommandations relatives à la nomination des vérificateurs externes, attester leur indépendance, réviser les modalités de leur mission et discuter régulièrement avec eux; e) examiner les procédures de vérification; f) assumer toute autre responsabilité généralement attribuée aux comités de vérification et de gestion des risques ou confiée au comité par notre conseil d'administration.

Comme nous l'avons expliqué dans notre rapport annuel 2006, la Société a évalué au 30 septembre 2006 l'à-propos et l'efficacité des procédés qu'elle utilise pour communiquer l'information et des mécanismes internes dont elle se sert pour contrôler la communication de l'information financière, sous la supervision et avec la participation du chef de la direction et du chef de la direction financière. Le chef de la direction et le chef de la direction financière ont conclu que ces procédés et mécanismes sont appropriés et efficaces, et qu'ils procurent un degré raisonnable d'assurance que les renseignements importants sur la Société et ses filiales consolidées leur seraient communiqués par

Analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation

Pour le troisième trimestre terminé le 30 juin 2007

d'autres personnes au sein de ces entités. Entre le 30 septembre 2006 et le 30 juin 2007, nous n'avons apporté aucune modification ayant eu pour effet ou raisonnablement susceptible d'avoir pour effet d'altérer ces procédés et mécanismes internes de contrôle de la communication de l'information financière.

Poursuites judiciaires

De temps à autre, la Société est partie à des litiges dans le cours normal de ses activités. Au 30 juin 2007, la Société n'a aucun motif de s'attendre à ce que l'issue de poursuites judiciaires en cours ait des répercussions défavorables importantes sur sa situation financière, sur les résultats de son exploitation ou sur son aptitude à poursuivre l'une ou l'autre de ses activités commerciales.

États financiers consolidés de

GROUPE CGI INC.

*Pour les périodes de trois et neuf mois terminées
les 30 juin 2007 et 2006*

GROUPE CGI INC.

États consolidés des résultats

Pour les périodes de trois et neuf mois terminées les 30 juin

(en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions) (non vérifiés)

| | Période de trois mois terminée les 30 juin | | Période de neuf mois terminée les 30 juin | |
|--|--|---------|---|-----------|
| | 2007 | 2006 | 2007 | 2006 |
| | \$ | \$ | \$ | \$ |
| Produits | 933 318 | 866 504 | 2 788 720 | 2 631 803 |
| Charges d'exploitation | | | | |
| Coûts des services et frais de vente et d'administration | 788 767 | 746 395 | 2 358 324 | 2 282 948 |
| Amortissement (note 7) | 39 993 | 42 467 | 124 109 | 129 640 |
| Frais de réorganisation liés à des éléments spécifiques (note 8) | - | 15 020 | 23 010 | 46 335 |
| Intérêts sur la dette à long terme | 9 375 | 13 146 | 33 488 | 29 852 |
| Autres revenus, net | (1 934) | (2 193) | (5 833) | (5 804) |
| Gain sur la vente d'actifs | - | - | - | (10 475) |
| Part des actionnaires sans contrôle, déduction faite des impôts sur les bénéfices (note 6a)) | 53 | - | 53 | - |
| | 836 254 | 814 835 | 2 533 151 | 2 472 496 |
| Bénéfice avant impôts | 97 064 | 51 669 | 255 569 | 159 307 |
| Impôts sur les bénéfices | 32 631 | 15 725 | 84 744 | 52 306 |
| Bénéfice net | 64 433 | 35 944 | 170 825 | 107 001 |
| Bénéfice de base par action (note 4c)) | 0,20 | 0,11 | 0,52 | 0,29 |
| Bénéfice dilué par action (note 4c)) | 0,19 | 0,11 | 0,51 | 0,29 |

États consolidés du résultat étendu

Pour les périodes de trois et neuf mois terminées les 30 juin

(en milliers de dollars canadiens) (non vérifiés)

| | Période de trois mois terminée les 30 juin | | Période de neuf mois terminée les 30 juin | |
|--|--|----------|---|----------|
| | 2007 | 2006 | 2007 | 2006 |
| | \$ | \$ | \$ | \$ |
| Bénéfice net | 64 433 | 35 944 | 170 825 | 107 001 |
| Autres éléments du résultat étendu, déduction faite des impôts sur les bénéfices : | | | | |
| Variation nette des gains non réalisés découlant de la conversion des états financiers des établissements étrangers autonomes | (101 738) | (49 918) | (44 073) | (44 252) |
| Variation nette des gains de change sur la conversion de la dette à long terme désignée comme une couverture d'un investissement net dans un établissement étranger autonome | 14 458 | 8 417 | 8 384 | 7 447 |
| | (87 280) | (41 501) | (35 689) | (36 805) |
| Résultat étendu | (22 847) | (5 557) | 135 136 | 70 196 |

GROUPE CGI INC.

États consolidés des bénéfices non répartis

Pour les périodes de trois et neuf mois terminées les 30 juin

(en milliers de dollars canadiens) (non vérifiés)

| | Période de trois mois terminée les 30 juin | | Période de neuf mois terminée les 30 juin | |
|--|---|-------------|--|-------------|
| | 2007 | 2006 | 2007 | 2006 |
| | \$ | \$ | \$ | \$ |
| Bénéfices non répartis au début de la période | 668 389 | 534 089 | 587 201 | 895 267 |
| Bénéfice net | 64 433 | 35 944 | 170 825 | 107 001 |
| Coût de rachat des actions | - | - | - | (6 760) |
| Excédent du coût d'acquisition sur la valeur comptable des actions subalternes classe A rachetées (note 4a)) | (8 608) | - | (33 812) | (425 475) |
| Bénéfices non répartis à la fin de la période | 724 214 | 570 033 | 724 214 | 570 033 |

GROUPE CGI INC.

Bilans consolidés

(en milliers de dollars canadiens)

| | Au 30 juin 2007 (non vérifié) \$ | Au 30 septembre 2006 (vérifié) \$ |
|---|--|---|
| Actif | | |
| À court terme | | |
| Espèces et quasi-espèces | 96 698 | 115 729 |
| Débiteurs | 475 317 | 479 767 |
| Travaux en cours | 197 087 | 197 381 |
| Charges payées d'avance et autres actifs à court terme | 84 342 | 89 639 |
| Impôts futurs | 34 473 | 33 728 |
| | 887 917 | 916 244 |
| Immobilisations | 138 428 | 120 032 |
| Coûts liés à des contrats | 197 636 | 214 688 |
| Actifs incorporels à durée de vie limitée et autres actifs à long terme (note 2) | 492 021 | 523 332 |
| Impôts futurs | 6 701 | 25 127 |
| Écart d'acquisition | 1 714 481 | 1 737 886 |
| Total de l'actif avant fonds détenus pour des clients | 3 437 184 | 3 537 309 |
| Fonds détenus pour des clients | 191 927 | 154 723 |
| | 3 629 111 | 3 692 032 |
| Passif | | |
| À court terme | | |
| Créditeurs et charges à payer | 337 315 | 367 127 |
| Rémunération à payer | 148 788 | 108 331 |
| Produits reportés | 164 260 | 111 759 |
| Impôts sur les bénéficiaires | 68 267 | 41 707 |
| Impôts futurs | 26 737 | 30 384 |
| Tranche à court terme de la dette à long terme | 10 738 | 8 242 |
| | 756 105 | 667 550 |
| Impôts futurs | 219 409 | 213 512 |
| Dette à long terme | 507 342 | 805 017 |
| Passifs liés aux intégrations et autres passifs à long terme | 87 111 | 103 210 |
| Total du passif avant obligations liées aux fonds des clients | 1 569 967 | 1 789 289 |
| Obligations liées aux fonds des clients | 191 927 | 154 723 |
| | 1 761 894 | 1 944 012 |
| Capitaux propres | | |
| Capital-actions (note 4a)) | 1 386 385 | 1 367 606 |
| Surplus d'apport (note 4a) et 4b)) | 81 530 | 82 436 |
| | 724 214 | 587 201 |
| Bénéficiaires non répartis | 724 214 | 587 201 |
| Cumul des autres éléments du résultat étendu (note 5) | (324 912) | (289 223) |
| | 399 302 | 297 978 |
| | 1 867 217 | 1 748 020 |
| | 3 629 111 | 3 692 032 |

GROUPE CGI INC.

États consolidés des flux de trésorerie

Pour les périodes de trois et neuf mois terminées les 30 juin

(en milliers de dollars canadiens) (non vérifié)

| | Période de trois mois terminée les 30 juin | | Période de neuf mois terminée les 30 juin | |
|--|--|----------------|---|----------------|
| | 2007 | 2006 | 2007 | 2006 |
| | \$ | \$ | \$ | \$ |
| Activités d'exploitation | | | | |
| Bénéfice net | 64 433 | 35 944 | 170 825 | 107 001 |
| Ajustements pour éléments hors caisse du fonds de roulement : | | | | |
| Amortissement (note 7) | 45 127 | 49 138 | 141 849 | 148 959 |
| Portion hors caisse des frais de réorganisation liés à des éléments spécifiques (note 8) | - | 692 | - | 692 |
| Crédits reportés | - | - | - | (781) |
| Impôts futurs | 19 884 | 1 956 | 18 762 | (11 768) |
| Perte de change | 11 | 2 827 | 1 722 | 2 185 |
| Rémunération à base d'actions (note 4b)) | 3 732 | 2 347 | 11 069 | 8 641 |
| Gain sur la vente d'actifs | - | - | - | (10 475) |
| Part des actionnaires sans contrôle, déduction faite des impôts sur les bénéfices (note 6a)) | 53 | - | 53 | - |
| Variation nette des éléments hors caisse du fonds de roulement | 1 397 | 14 691 | 85 493 | 9,319 |
| Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation | 134 637 | 107 595 | 429 773 | 253 773 |
| Activités d'investissement | | | | |
| Acquisitions d'entreprises (déduction faite des espèces) (note 6a)) | (11 750) | (14 845) | (11 880) | (20 222) |
| Produit tiré de la vente d'actifs et d'entreprises | - | - | - | 27 559 |
| Acquisitions d'immobilisations | (19 455) | (5 055) | (35 563) | (27 009) |
| Produit tiré de cessions d'immobilisations | - | - | 277 | 448 |
| Paieement des coûts liés à des contrats | (7 563) | (10 158) | (17 140) | (27 436) |
| Remboursement des coûts liés à des contrats suite à la termination d'un contrat | - | - | 2 143 | - |
| Acquisitions d'actifs incorporels à durée de vie limitée et autres actifs à long terme | (15 744) | (14 765) | (55 225) | (50 059) |
| Diminution des autres actifs à long terme | 302 | 314 | 640 | 2 394 |
| Flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement | (54 210) | (44 509) | (116 748) | (94 325) |
| Activités de financement | | | | |
| Augmentation de la facilité de crédit (note 3) | 475 | - | 30 008 | 738 605 |
| Remboursement de la facilité de crédit | (69 666) | (129 449) | (323 648) | (158 944) |
| Remboursement de la dette à long terme | (1 661) | (2 888) | (5 817) | (10 098) |
| Rachat d'actions subalternes classe A (incluant les coûts de rachat d'actions) | (15 202) | - | (70 442) | (873 175) |
| Émission d'actions (déduction faite des coûts d'émission des actions) | 13 477 | 25 058 | 35 574 | 57 792 |
| Flux de trésorerie affectés aux activités de financement | (72 577) | (107 279) | (334 325) | (245 820) |
| Incidence de la variation des taux de change sur les espèces et quasi-espèces | (4 976) | 697 | 2 269 | 407 |
| Augmentation (diminution) des espèces et quasi-espèces | 2 874 | (43 496) | (19 031) | (85 965) |
| Espèces et quasi-espèces au début de la période | 93 824 | 197 990 | 115 729 | 240 459 |
| Espèces et quasi-espèces à la fin de la période | 96 698 | 154 494 | 96 698 | 154 494 |
| Intérêts versés | 4 905 | 6 457 | 27 744 | 25 154 |
| Impôts payés | 6 300 | 18 193 | 30 226 | 59 935 |

GROUPE CGI INC.

Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Pour les périodes de trois et neuf mois terminées les 30 juin 2007 et 2006

(en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions) (non vérifié)

1. Sommaire des principales conventions comptables

Les états financiers intermédiaires consolidés pour les périodes de trois et neuf mois terminées les 30 juin 2007 et 2006 sont non vérifiés et comprennent tous les ajustements que la direction juge nécessaires à une présentation fidèle de la situation financière de Groupe CGI inc. (la « Société »), des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie.

La présentation d'information par voie de note pour ces états financiers intermédiaires consolidés n'est pas entièrement conforme, à tous les égards, aux principes comptables généralement reconnus (« PCGR ») des états financiers annuels consolidés. Ainsi, les états financiers intermédiaires consolidés doivent être lus conjointement avec les états financiers annuels consolidés de la Société de l'exercice terminé le 30 septembre 2006. Ces états financiers intermédiaires consolidés ont été préparés en utilisant les mêmes conventions comptables que celles des états financiers annuels consolidés de l'exercice terminé le 30 septembre 2006, à l'exception des nouvelles conventions comptables qui ont été appliquées le 1^{er} octobre 2006.

Certains chiffres correspondants ont été reclassés afin que leur présentation soit conforme à celle adoptée au cours de la période actuelle.

Modifications des conventions comptables

L'Institut Canadien des Comptables Agréés (« ICCA ») a publié les chapitres suivants qui ont été appliqués aux états financiers intermédiaires débutant le 1^{er} octobre 2006 ou après cette date :

- a) Le chapitre 3855, *Instruments financiers – Comptabilisation et évaluation*, établit les normes de comptabilisation et d'évaluation des actifs et des passifs financiers et des dérivés non financiers. Tous les actifs financiers, sauf ceux classés comme détenus jusqu'à leur échéance et prêts et créances, et les instruments financiers dérivés doivent être mesurés à leur juste valeur. Tous les passifs financiers doivent être mesurés à leur juste valeur lorsqu'ils sont classés comme détenus aux fins de transaction, sinon ils sont mesurés au coût. L'adoption de ce nouveau chapitre n'a pas eu d'incidence importante sur les états financiers consolidés.
- b) Le chapitre 1530, *Résultat étendu*, et le chapitre 3251, *Capitaux propres*. Le résultat étendu représente la variation de l'actif net d'une entreprise au cours d'une période découlant d'opérations et d'autres événements et circonstances sans rapport avec les actionnaires de l'entreprise. Il comprend des éléments qui seraient normalement exclus du bénéfice net, notamment les variations de l'écart de conversion liées à des établissements étrangers autonomes et les gains ou les pertes non réalisés sur des placements disponibles à la vente. Ce chapitre établit comment présenter et divulguer le résultat étendu et ses composantes. Le chapitre 3251, *Capitaux propres*, remplace le chapitre 3250, *Surplus*, et décrit les normes concernant la présentation des capitaux propres et des variations des capitaux propres qui découlent des nouvelles exigences du chapitre 1530, *Résultat étendu*. À la suite de l'adoption de ces normes, les états financiers consolidés incluent un résultat étendu. Les états financiers comparatifs sont retraités pour refléter l'application de ce chapitre pour les variations des soldes de l'écart de conversion liées à des établissements étrangers autonomes.

GROUPE CGI INC.

Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Pour les périodes de trois et neuf mois terminées les 30 juin 2007 et 2006

(en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions) (non vérifié)

1. Sommaires des principales conventions comptables (suite)

Modifications des conventions comptables (suite)

- c) Le chapitre 3865, *Couvertures*, établit des normes qui précisent à quel moment il convient d'appliquer la comptabilité de couverture. L'objectif de la comptabilité de couverture est d'assurer que tous les gains, les pertes, les produits et les charges liés à un dérivé et à l'élément qu'il couvre sont comptabilisés à l'état des résultats au cours de la même période. L'adoption de cette nouvelle norme n'a pas eu d'incidence importante sur les états financiers consolidés.

Modifications comptables futures

L'ICCA a publié les nouveaux chapitres suivants qui s'appliquent aux états financiers intermédiaires débutant le 1^{er} octobre 2007 ou après cette date :

- a) Le chapitre 3862, *Instruments financiers – informations à fournir*, établit les informations à fournir pour évaluer l'importance des instruments financiers au regard de la situation financière et de la performance financière de l'entité; et la nature et l'ampleur des risques découlant des instruments financiers auxquels l'entité est exposée, ainsi que la façon dont l'entité gère ces risques. La Société évalue actuellement l'incidence de l'adoption de cette nouvelle norme sur ses états financiers consolidés. La Société évalue actuellement l'incidence de l'adoption de cette nouvelle norme sur ses états financiers consolidés.
- b) Le chapitre 3863, *Instruments financiers – présentation*, établit des normes de présentation pour les instruments financiers et les dérivés non financiers. Il reprend les normes de présentation établies par le chapitre 3861, *Instruments financiers – informations à fournir et présentation*. La Société évalue actuellement l'incidence de l'adoption de cette nouvelle norme sur ses états financiers consolidés.
- c) Le chapitre 1535, *Informations à fournir concernant le capital*, établit des normes pour la fourniture d'informations sur le capital de l'entité et la façon dont il est géré. Le chapitre décrit les informations à fournir sur les objectifs, politiques et procédures de gestion du capital de l'entité, ainsi que les données quantitatives synthétiques sur les éléments inclus dans la gestion du capital. Le chapitre cherche à savoir si l'entité s'est conformée aux exigences en matière de capital, et sinon, les conséquences de cette dérogation. La Société évalue actuellement l'incidence de l'adoption de cette nouvelle norme sur ses états financiers consolidés.

GROUPE CGI INC.

Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Pour les périodes de trois et neuf mois terminées les 30 juin 2007 et 2006

(en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions) (non vérifié)

2. Actifs incorporels à durée de vie limitée et autres actifs à long terme

| | Au 30 juin 2007 | | | Au 30 septembre 2006 | | |
|---|-----------------|----------------------|------------------------|----------------------|----------------------|------------------------|
| | Coût | Amortissement cumulé | Valeur comptable nette | Coût | Amortissement cumulé | Valeur comptable nette |
| | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ |
| Logiciels internes | 79 361 | 37 529 | 41 832 | 77 874 | 34 724 | 43 150 |
| Solutions d'affaires | 282 425 | 106 933 | 175 492 | 258 566 | 80 103 | 178 463 |
| Licences de logiciels | 132 994 | 95 010 | 37 984 | 120 557 | 78 373 | 42 184 |
| Relations clients et autres | 366 854 | 159 105 | 207 749 | 367 404 | 131 596 | 235 808 |
| Actifs incorporels à durée de vie limitée | 861 634 | 398 577 | 463 057 | 824 401 | 324 796 | 499 605 |
| Frais de financement reportés et autres | | | 3 742 | | | 6 475 |
| Régime de rémunération différée | | | 12 555 | | | 9 943 |
| Ententes d'entretien à long terme | | | 9 213 | | | 3 294 |
| Autres | | | 3 454 | | | 4 015 |
| Autres actifs à long terme | | | 28 964 | | | 23 727 |
| Total des actifs incorporels à durée de vie limitée et autres actifs à long terme | | | 492 021 | | | 523 332 |

3. Facilités de crédit

La Société possède une entente de crédit renouvelable non garantie totalisant 1 000 000 000 \$, qui expire en décembre 2009. Cette entente se compose d'une tranche canadienne d'une valeur de 850 000 000 \$ ainsi que d'une tranche américaine d'une valeur équivalant à 150 000 000 \$. Le taux d'intérêt exigé est établi en fonction de la devise dans laquelle les sommes ont été tirées. Au 30 juin 2007, un montant de 295 000 000 \$ a été tiré sur cette facilité. Un montant de 15 500 000 \$ a également été mis en garantie en regard de cette facilité pour couvrir diverses lettres de crédit émises aux clients et à des tiers. En plus de cette facilité de crédit renouvelable, la Société dispose de lignes de crédit totalisant 25 000 000 \$ et 2 000 000 £. Au 30 juin 2007, aucun montant n'avait été tiré sur ces facilités.

Les dettes à long terme contiennent des clauses restrictives qui obligent la Société à maintenir certains ratios financiers. Au 30 juin 2007, la Société respecte les ratios financiers prescrits en vertu de ses ententes de facilités de crédit et autres dettes à long terme.

GROUPE CGI INC.

Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Pour les périodes de trois et neuf mois terminées les 30 juin 2007 et 2006

(en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions) (non vérifié)

4. Capital-actions, options sur actions et bénéfice par action

a) Capital-actions

| | Période de neuf mois terminée le 30 juin 2007 | | | | | |
|---------------------------------------|---|------------------|------------------|------------------|-------------|------------------|
| | Actions subalternes classe A | | Actions classe B | | Total | |
| | Nombre | Valeur comptable | Nombre | Valeur comptable | Nombre | Valeur comptable |
| | | | | | | |
| | | \$ | | \$ | | \$ |
| Solde au 1 ^{er} octobre 2006 | 297 484 885 | 1 319 882 | 34 208 159 | 47 724 | 331 693 044 | 1 367 606 |
| Rachetées et annulées ⁽¹⁾ | (7 597 600) | (29 969) | - | - | (7 597 600) | (29 969) |
| Options levées ⁽²⁾ | 4 755 482 | 48 748 | - | - | 4 755 482 | 48 748 |
| Solde au 30 juin 2007 | 294 642 767 | 1 338 661 | 34 208 159 | 47 724 | 328 850 926 | 1 386 385 |

⁽¹⁾ Le 30 janvier 2007 et le 31 janvier 2006, le conseil d'administration de la Société a approuvé le renouvellement de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités de la Société et l'achat jusqu'à 29 091 303 et 29 288 443 actions subalternes classe A, respectivement. Pour la période de neuf mois terminée le 30 juin 2007, la Société a racheté 6 692 500 actions subalternes classe A pour un montant de 63 781 000 \$, incluant les frais de rachat de 117 000 \$. L'excédent du coût d'acquisition sur la valeur comptable des actions subalternes classe A rachetées au montant de 33 812 000 \$ a été enregistré dans les bénéfices non répartis.

⁽²⁾ La valeur comptable des actions subalternes classe A inclut 11 975 000 \$ (3 421 000 \$ pour l'exercice terminé le 30 septembre 2006) qui correspond à une réduction du surplus d'apport et qui représente la valeur des exercices d'options liées à la rémunération à base d'actions ainsi qu'à des acquisitions.

GROUPE CGI INC.

Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Pour les périodes de trois et neuf mois terminées les 30 juin 2007 et 2006

(en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions) (non vérifié)

4. Capital-actions, options sur actions et bénéfice par action (suite)

b) Options sur actions

En vertu du Régime d'options d'achat d'actions, le conseil d'administration peut, à son gré, octroyer à certains employés, dirigeants, administrateurs et consultants de la Société et de ses filiales des options leur permettant d'acquérir des actions subalternes classe A de la Société. Le prix de levée est déterminé par le conseil d'administration et est égal au cours de clôture d'une action subalterne classe A à la Bourse de Toronto le jour précédant la date de l'octroi. Les options deviennent généralement acquises un an à compter de la date d'octroi, sont conditionnelles à l'atteinte d'objectifs et doivent être levées dans un délai de dix ans, sauf en cas de retraite, de cessation d'emploi ou de décès.

Le tableau suivant présente les hypothèses moyennes pondérées qui ont été utilisées pour calculer la charge de rémunération à base d'actions comptabilisée dans les coûts des services et frais de vente et d'administration en utilisant le modèle d'évaluation du prix des options de Black et Scholes :

| | Période de trois mois terminée les 30 juin | | Période de neuf mois terminée les 30 juin | |
|---|---|--------|--|--------|
| | 2007 | 2006 | 2007 | 2006 |
| Rémunération à base d'actions (\$) | 3 732 | 2 347 | 11 069 | 8 641 |
| Taux de dividende | 0,00% | 0,00% | 0,00% | 0,00% |
| Volatilité prévue | 28,10% | 31,40% | 29,50% | 38,20% |
| Taux d'intérêts sans risque | 4,15% | 4,30% | 3,90% | 3,89% |
| Durée de vie prévue (années) | 5 | 5 | 5 | 5 |
| Juste moyenne pondérée à la date d'octroi (\$) | 3,44 | 2,93 | 2,60 | 3,43 |

Le tableau suivant présente des renseignements relatifs à toutes les options sur actions en cours octroyées par la Société :

| | Période de neuf mois terminée le 30 juin 2007 | Période de douze mois terminée le 30 septembre 2006 |
|------------------------------|--|--|
| Nombre d'options sur actions | | |
| En cours au début | 29 956 711 | 26 538 654 |
| Octroyées | 3 949 038 | 8 738 601 |
| Levées | (4 755 482) | (1 220 820) |
| Éteintes ou échues | (3 760 010) | (4 099 724) |
| En cours à la fin | 25 390 257 | 29 956 711 |

GROUPE CGI INC.

Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Pour les périodes de trois et neuf mois terminées les 30 juin 2007 et 2006

(en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions) (non vérifié)

4. Capital-actions, options sur actions et bénéfice par action (suite)

c) Bénéfice par action

Le tableau suivant présente le calcul du bénéfice de base et dilué par action :

| Période de trois mois terminée le 30 juin 2007 | | | | Période de trois mois terminée le 30 juin 2006 | | |
|---|------------------------------|---|---------------------------|---|---|---------------------------|
| | Bénéfice net (numérateur) | Nombre moyen pondéré d'actions en circulation (dénominateur) ⁽¹⁾ | Bénéfice par action | Bénéfice net (numérateur) | Nombre moyen pondéré d'actions en circulation (dénominateur) ⁽¹⁾ | Bénéfice par action |
| | \$ | | \$ | \$ | | \$ |
| De base | 64 433 | 328 830 594 | 0,20 | 35 944 | 338 714 368 | 0,11 |
| Options dilutives ⁽²⁾ | | 6 698 779 | | | 800 958 | |
| Bons de souscription dilutifs ⁽²⁾ | | - | | | 49 812 | |
| Dilué | 64 433 | 335 529 373 | 0,19 | 35 944 | 339 565 138 | 0,11 |

| Période de neuf mois terminée le 30 juin 2007 | | | | Période de neuf mois terminée le 30 juin 2006 | | |
|--|------------------------------|---|---------------------------|--|---|---------------------------|
| | Bénéfice net (numérateur) | Nombre moyen pondéré d'actions en circulation (dénominateur) ⁽¹⁾ | Bénéfice par action | Bénéfice net (numérateur) | Nombre moyen pondéré d'actions en circulation (dénominateur) ⁽¹⁾ | Bénéfice par action |
| | \$ | | \$ | \$ | | \$ |
| De base | 170 825 | 329 451 399 | 0,52 | 107 001 | 371 656 027 | 0,29 |
| Options dilutives ⁽²⁾ | | 3 963 459 | | | 1 565 693 | |
| Bons de souscription dilutifs ⁽²⁾ | | - | | | 1 102 064 | |
| Dilué | 170 825 | 333 414 858 | 0,51 | 107 001 | 374 323 784 | 0,29 |

⁽¹⁾ Les 6 692 500 actions subalternes classe A rachetées au cours de la période de neuf mois terminée le 30 juin 2007 (100 000 000 au cours de la période de neuf mois terminée le 30 juin 2006), ont été exclues du calcul du bénéfice par action à compter de la date de leur rachat.

⁽²⁾ Le calcul des conversions hypothétiques exclut les options et les bons de souscription dont l'effet est antidilutif puisque leur prix de levée est plus élevé que la valeur marchande moyenne de l'action subalterne classe A de la Société pour chacune des périodes présentées dans le tableau. Le nombre d'options exclues était de 1 968 342 et 3 322 394 pour les périodes de trois et neuf mois terminées le 30 juin 2007, respectivement, de même que 24 375 869 et 18 584 096 pour les périodes de trois et neuf mois terminées le 30 juin 2006, respectivement.

GROUPE CGI INC.

Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Pour les périodes de trois et neuf mois terminées les 30 juin 2007 et 2006

(en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions) (non vérifié)

5. Cumul des autres éléments du résultat étendu

| | Période de trois mois terminée le 30 juin 2007 | | | Période de neuf mois terminée le 30 juin 2007 | | |
|--|---|--------------------|-----------------------------|--|--------------------|-----------------------------|
| | Solde au 1 ^{er} avril 2007 | Variation nette | Solde au 30 juin 2007 | Solde au 1 ^{er} octobre 2006 | Variation nette | Solde au 30 juin 2007 |
| | \$ | | \$ | \$ | | \$ |
| Variation des gains non réalisés découlant de la conversion des états financiers des établissements étrangers autonomes | (266 632) | (101 738) | (368 370) | (324 297) | (44 073) | (368 370) |
| Variation des gains de change sur la conversion de la dette à long terme désignée comme une couverture d'un investissement net dans un établissement étranger autonome | 29 000 | 14 458 | 43 458 | 35 074 | 8 384 | 43 458 |
| | (237 632) | (87 280) | (324 912) | (289 223) | (35 689) | (324 912) |

GROUPE CGI INC.

Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Pour les périodes de trois et neuf mois terminées les 30 juin 2007 et 2006

(en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions) (non vérifié)

6. Investissements dans les filiales et les coentreprises

a) Acquisitions

Dans le cas de toutes les acquisitions d'entreprises, la Société a comptabilisé les résultats d'exploitation des entreprises à la date de la prise d'effet respective

Le 3 mai 2007, la Société a acquis toutes les actions en circulation de Codesic Consulting (« Codesic »), une firme de services en technologies de l'information (« TI ») de Seattle, Washington, pour un montant de 24 202 000 \$ duquel 12 450 000 \$ ont déjà été payés. Le montant assigné à l'écart d'acquisition non déductible est inclus dans le secteur d'activité de services en TI et totalise 15 917 000 \$. La balance du prix d'achat conditionnel est payable au cours des deux prochaines années. La répartition des prix d'acquisition présentée ci-après constitue des données préliminaires et se fonde sur les meilleures estimations de la direction de la Société. Reconnu pour sa profonde connaissance des affaires et des technologies de l'information, Codesic aide ses clients en gérant leurs initiatives stratégiques en intégrant les technologies à leurs fonctions d'affaires et en assurant le soutien d'environnements informatiques essentiels.

Le 19 avril 2007, la Société a modifié ses ententes avec les actionnaires des conseillers en informatique d'affaires (« CIA »). Suite à cette modification, la Société est en position d'exercer un contrôle unilatéral sur CIA. La Société utilise maintenant la méthode de consolidation pour comptabiliser son investissement de 60,69%. Avant le 19 avril 2007, l'investissement était considéré comme une coentreprise et était comptabilisé selon la méthode de la consolidation proportionnelle. Il n'y a pas eu de changement de participation dans l'investissement ; toutefois, la Société s'est engagée à acheter le 39,31% des actions résiduelles de CIA avant le 1^{er} octobre 2011. La Société modifiera sa note sur les engagements pour refléter le prix d'achat prédéterminé et basé sur la valeur marchande de des actions résiduelles. CIA est un fournisseur de services informatiques principalement dans les domaines gouvernementaux et financiers.

b) Modifications aux répartitions des prix d'acquisition

Au cours de la période de neuf mois terminée le 30 juin 2007, la Société a révisé les répartitions des prix d'acquisition et a effectué des ajustements liés à certaines acquisitions d'entreprises, ce qui a donné lieu à une diminution nette des passifs liés aux intégrations, des actifs d'impôts futurs, des espèces et des éléments hors caisse du fond de roulement, et de 6 654 000 \$, 2 540 000 \$ 130 000 \$ et 118 000 \$, respectivement et à une augmentation nette des actifs incorporels à durée limitée et des produits reportés de \$191 000, entraînant une diminution de l'écart d'acquisition de 4 057 000 \$.

GROUPE CGI INC.

Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Pour les périodes de trois et neuf mois terminées les 30 juin 2007 et 2006

(en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions) (non vérifié)

6. Investissements dans les filiales et les coentreprises (suite)

c) Solde des passifs liés aux intégrations

Pour American Management Systems Incorporated et Cognicase Inc., les éléments des passifs liés aux intégrations des entreprises acquises inclus dans les créditeurs et charges à payer et les passifs liés aux intégrations et autres passifs à long terme s'établissent comme suit :

| | Consolidation et fermeture d'installations | Cessation d'emploi | Total |
|--|---|-----------------------|---------------|
| | \$ | \$ | \$ |
| Solde au 1 ^{er} octobre 2006 | 35 010 | 2 287 | 37 297 |
| Ajustement de la provision initiale ⁽¹⁾ | (3 368) | (411) | (3 779) |
| Écart de conversion | (401) | (1) | (402) |
| Payé pendant la période de neuf mois | (7 395) | (11) | (7 406) |
| Solde au 30 juin 2007⁽²⁾ | 23 846 | 1 864 | 25 710 |

⁽¹⁾ Enregistré comme diminution de l'écart d'acquisition. Ce montant comprend le montant de la diminution de l'écart d'acquisition présentée dans la note 6 b).

⁽²⁾ Du solde restant, 7 503 000 \$ sont inclus dans les créditeurs et charges à payer et 18 207 000 \$ sont inclus dans les passifs liés aux intégrations et autres passifs à long terme.

7. Amortissement

| | Période de trois mois terminée les 30 juin | | Période de neuf mois terminée les 30 juin | |
|--|---|---------------|--|----------------|
| | 2007 | 2006 | 2007 | 2006 |
| | \$ | \$ | \$ | \$ |
| Amortissement des immobilisations | 7 269 | 7 573 | 23 958 | 25 512 |
| Amortissement des coûts liés à des contrats relativement aux coûts de transition | 5 285 | 4 055 | 14 692 | 12 044 |
| Amortissement des actifs incorporels à durée de vie limitée | 27 439 | 30 839 | 85 459 | 91 087 |
| Radiation des actifs incorporels à durée de vie limitée ⁽¹⁾ | - | - | - | 997 |
| | 39 993 | 42 467 | 124 109 | 129 640 |
| Amortissement des coûts liés à des contrats relativement aux incitatifs (présenté à titre de réduction des produits) | 4 759 | 6 221 | 16 617 | 18 279 |
| Amortissement des autres actifs à long terme (présenté dans les intérêts sur la dette à long terme) | 375 | 450 | 1 123 | 1 040 |
| | 45 127 | 49 138 | 141 849 | 148 959 |

⁽¹⁾ Les radiations des coûts liés à des contrats et des actifs incorporels à durée de vie limitée sont reliées à certains actifs dont le rendement est insuffisant et desquels aucun avantage futur n'est prévu.

GROUPE CGI INC.

Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Pour les périodes de trois et neuf mois terminées les 30 juin 2007 et 2006

(en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions) (non vérifié)

8. Frais de réorganisation liés à des éléments spécifiques

Le 29 mars 2006, la Société a annoncé un plan de réorganisation affectant des membres localisés principalement à Montréal et à Toronto. Une part importante des suppressions de postes découlait du fait que le volume de travail provenant de BCE Inc. (« BCE ») était moins important que prévu. La mise en œuvre de ce programme a été terminée le 31 décembre 2006.

Le tableau suivant présente les détails des frais de réorganisation liés à des éléments spécifiques enregistrés dans les états des résultats pour la période de neuf mois terminée le 30 juin 2007 :

| | Cessation d'emploi | Consolidation et fermeture d'installations | Total |
|--|-----------------------|---|---------------|
| | \$ | \$ | \$ |
| Services en TI | 9 172 | 6 700 | 15 872 |
| GPA | 166 | 5 328 | 5 494 |
| Siège social | 1 677 | 446 | 2 123 |
| Frais de réorganisation liés à des éléments spécifiques | 11 015 | 12 474 | 23 489 |
| Contribution de BCE ⁽¹⁾ | (479) | - | (479) |
| Total des frais de réorganisation liés à des éléments spécifiques⁽²⁾ | 10 536 | 12 474 | 23 010 |

(1) Au 30 juin 2007, toute la contribution de BCE a été reçue.

(2) Comme le programme est terminé depuis le 31 décembre 2006, aucun frais de réorganisation n'ont été encourus durant la période du 1^{er} janvier 2007 au 30 juin 2007.

Le tableau suivant présente les composantes de la provision pour des frais de réorganisation inclus dans la rémunération à payer, les créditeurs et charges à payer, ainsi que les passifs liés aux intégrations et autres passifs à long terme :

| | Cessation d'emploi | Consolidation et fermeture d'installations | Total |
|---|-----------------------|---|---------------|
| | \$ | \$ | \$ |
| Solde au 1 ^{er} octobre 2006 | 8 602 | 5 445 | 14 047 |
| Nouveaux frais de réorganisation liés à des éléments spécifiques | 11 015 | 12 474 | 23 489 |
| Écart de conversion | 86 | 170 | 256 |
| Payé pendant la période de neuf mois | (17 156) | (7 305) | (24 461) |
| Solde au 30 juin 2007⁽¹⁾ | 2 547 | 10 784 | 13 331 |

(1) Du solde restant, 2 547 000 \$ sont inclus dans la rémunération à payer, 4 657 000 \$ sont inclus dans les créditeurs et charges à payer, et 6 127 000 \$ sont inclus dans les passifs liés aux intégrations et autres passifs à long terme.

GROUPE CGI INC.

Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Pour les périodes de trois et neuf mois terminées les 30 juin 2007 et 2006

(en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions) (non vérifié)

9. Information sectorielle

La Société compte les deux secteurs d'affaires suivants (outre l'unité des services corporatifs) : les services en TI et les services en gestion des processus d'affaires (« GPA »). L'orientation de ces secteurs est présentée ci-dessous :

- Le secteur des services en TI propose à des clients d'Amérique du Nord, d'Europe et d'Asie-Pacifique un éventail complet de services, y compris l'intégration de systèmes, les services-conseils et les services d'impartition. Les professionnels et les centres d'excellence de la Société situés en Amérique du Nord, en Europe et en Inde fournissent également des services en technologies de l'information et en gestion des processus d'affaires aux clients de la Société dans le cadre de modèle de la Société de prestation des services à l'intérieur du pays, sur le continent et outre-mer.
- Le secteur des services en GPA gère des processus d'affaires pour le secteur des services financiers et fournit d'autres services tels que des services en gestion de la paie et des documents.

Le tableau ci-après présente de l'information sur les activités de la Société en fonction de sa structure de gestion :

| Au et pour la période de trois mois terminée le 30 juin 2007 | Services en TI | GPA | Siège Social | Total |
|---|-----------------------|----------------|---------------------|------------------|
| | \$ | \$ | \$ | \$ |
| Produits | 818 990 | 114 328 | - | 933 318 |
| Bénéfice (perte) avant intérêts sur la dette à long terme, autres revenus, part des actionnaires sans contrôle et impôts sur les bénéfices ⁽¹⁾ | 105 727 | 14 861 | (16 030) | 104 558 |
| Total de l'actif | 2 783 515 | 623 933 | 221 663 | 3 629 111 |

⁽¹⁾ L'amortissement inclus dans les services en TI, GPA et Siège Social est de 35 953 000 \$, 5 430 000 \$ et 3 369 000 \$, respectivement.

| Au et pour la période de trois mois terminée le 30 juin 2006 | Services en TI | GPA | Siège Social | Total |
|--|-----------------------|----------------|---------------------|------------------|
| | \$ | \$ | \$ | \$ |
| Produits | 751 567 | 114 937 | - | 866 504 |
| Bénéfice (perte) avant frais de réorganisation liés à des éléments spécifiques, intérêts sur la dette à long terme, autres revenus, perte sur la vente d'actifs et impôts sur les bénéfices ⁽¹⁾ | 85 647 | 13 103 | (21 108) | 77 642 |
| Total de l'actif | 2 896 739 | 704 103 | 267 553 | 3 868 395 |

⁽¹⁾ L'amortissement inclus dans les services en TI, GPA et Siège Social est de 39 377 000 \$, 6 893 000 \$ et 2 418 000 \$, respectivement.

GROUPE CGI INC.

Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Pour les périodes de trois et neuf mois terminées les 30 juin 2007 et 2006

(en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions) (non vérifié)

9. Information sectorielle (suite)

| Au et pour la période de neuf mois terminée le 30 juin 2007 | Services en TI | GPA | Siège Social | Total |
|---|----------------|---------|--------------|-----------|
| | \$ | \$ | \$ | \$ |
| Produits | 2 440 716 | 348 004 | - | 2 788 720 |
| Bénéfice (perte) avant part des actionnaires sans contrôle, intérêts sur la dette à long terme, autres revenus, perte sur la vente d'actifs et impôts sur les bénéfices ⁽¹⁾ | 312 616 | 43 034 | (49 363) | 306 287 |
| Total de l'actif | 2 783 515 | 623 933 | 221 663 | 3 629 111 |

⁽¹⁾ L'amortissement inclus dans les services en TI, GPS et Siège Social est de 115 431 000 \$, 16 331 000 \$ et 8 964 000 \$, respectivement.

| Au et pour la période de neuf mois terminée le 30 juin 2006 | Services en TI | GPA | Siège Social | Total |
|--|----------------|---------|--------------|-----------|
| | \$ | \$ | \$ | \$ |
| Produits | 2 276 612 | 355 191 | - | 2 631 803 |
| Bénéfice (perte) avant frais de réorganisation liés à des éléments spécifiques, intérêts sur dette à long terme, autres revenus, gain sur la vente d'actifs et impôts sur les bénéfices ⁽¹⁾ | 241 007 | 38 631 | (60 423) | 219 215 |
| Total de l'actif | 2 896 739 | 704 103 | 267 553 | 3 868 395 |

⁽¹⁾ L'amortissement inclus dans les services en TI, GPA et Siège Social est de 122 877 000 \$, 17 183 000 \$ et 7 859 000 \$, respectivement.

Les conventions comptables des secteurs sont identiques à celles décrites à la rubrique « Sommaire des principales conventions comptables ». Se reporter à la note 2 des états financiers consolidés annuels de la Société pour l'exercice terminé le 30 septembre 2006. Les montants sont présentés déduction faite des ventes et des transferts intersectoriels, lesquels sont mesurés de la même manière que si ces ventes et transferts avaient lieu avec un tiers.

GROUPE CGI INC.

Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Pour les périodes de trois et neuf mois terminées les 30 juin 2007 et 2006

(en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions) (non vérifié)

10. Garanties

Dans le cours normal de ses activités, la Société peut fournir à certains clients, principalement à des entités gouvernementales, des cautionnements de soumission et des garanties de bonne exécution. En général, la Société serait seulement responsable du montant des cautionnements de soumission si la Société refuse d'effectuer le travail une fois l'offre de soumission attribuée. La Société serait également responsable pour des garanties de bonne exécution en cas de défaut de l'exécution de ses engagements. En date du 30 juin 2007, la Société a fourni pour un total de 82 677 000 \$ de ces garanties. La Société estime qu'elle se conforme à toutes ces garanties, et ce, pour tous les contrats de services pour lesquels il existe de telles garanties, et que l'obligation totale qui pourrait être assumée en relation avec ces garanties, le cas échéant, n'aurait pas un effet important sur les résultats consolidés de la Société ou sur sa situation financière.

Au 30 juin 2007, la Société a également conclu des ententes qui totalisent 4 259 000 \$ et qui comprennent des indemnités en faveur de tiers, principalement des indemnités fiscales. Le montant lié à l'impôt sur les bénéfices est comptabilisé au 30 juin 2007.

GROUPE CGI INC.

Notes complémentaires aux états financiers consolidés

Pour les périodes de trois et neuf mois terminées les 30 juin 2007 et 2006

(en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions) (non vérifié)

11. Rapprochement des résultats selon les PCGR du Canada et des États-Unis

Les différences importantes entre les PCGR du Canada et des États-Unis qui touchent les états financiers consolidés de la Société sont présentées dans le tableau suivant. Les plus récents états financiers consolidés annuels de la Société décrivent les circonstances qui ont données lieu aux différences importantes entre les PCGR du Canada et des États-Unis applicables au 30 septembre 2006.

| | Période de trois mois terminée les 30 juin | | Période de neuf mois terminée les 30 juin | |
|---|--|----------------|---|----------------|
| | 2007 | 2006 | 2007 | 2006 |
| Rapprochement du bénéfice net | \$ | \$ | \$ | \$ |
| Bénéfice - PCGR du Canada | 64 433 | 35 944 | 170 825 | 107 001 |
| Ajustements pour : | | | | |
| Bons de souscription | 351 | 351 | 1 053 | 1 053 |
| Autres | 378 | 477 | 1 061 | 887 |
| Bénéfice net - PCGR États-Unis | 65 162 | 36 772 | 172 939 | 108 941 |
| Bénéfice de base par action – PCGR États-Unis | 0,20 | 0,11 | 0,53 | 0,29 |
| Bénéfice dilué par action – PCGR États-Unis | 0,19 | 0,11 | 0,52 | 0,29 |
| Bénéfice net - PCGR États-Unis | 65 162 | 36 772 | 172 939 | 108 941 |
| Autre élément du résultat étendu | | | | |
| Écart de conversion | (87 280) | (41 501) | (35 689) | (36 805) |
| Résultat étendu – PCGR États Unis | (22 118) | (4 729) | 137 250 | 72 136 |

| | Au 30 juin 2007 | Au 30 septembre 2006 |
|--|------------------|----------------------|
| | \$ | \$ |
| Rapprochement des capitaux propres | | |
| Capitaux propres - PCGR du Canada | 1 867 217 | 1 748 020 |
| Ajustements pour : | | |
| Rémunération à base d'actions | 58 411 | 58 411 |
| Bons de souscription | (4 022) | (5 075) |
| Rémunération non gagnée | (3 694) | (3 694) |
| Coûts d'intégration | (6 606) | (6 606) |
| Écart d'acquisition | 28 078 | 28 078 |
| Impôts sur les bénéfices et ajustement pour modification de convention comptable | 9 715 | 9 715 |
| Autres | (7 165) | (8 225) |
| Capitaux propres - PCGR des États-Unis | 1 941 934 | 1 820 624 |